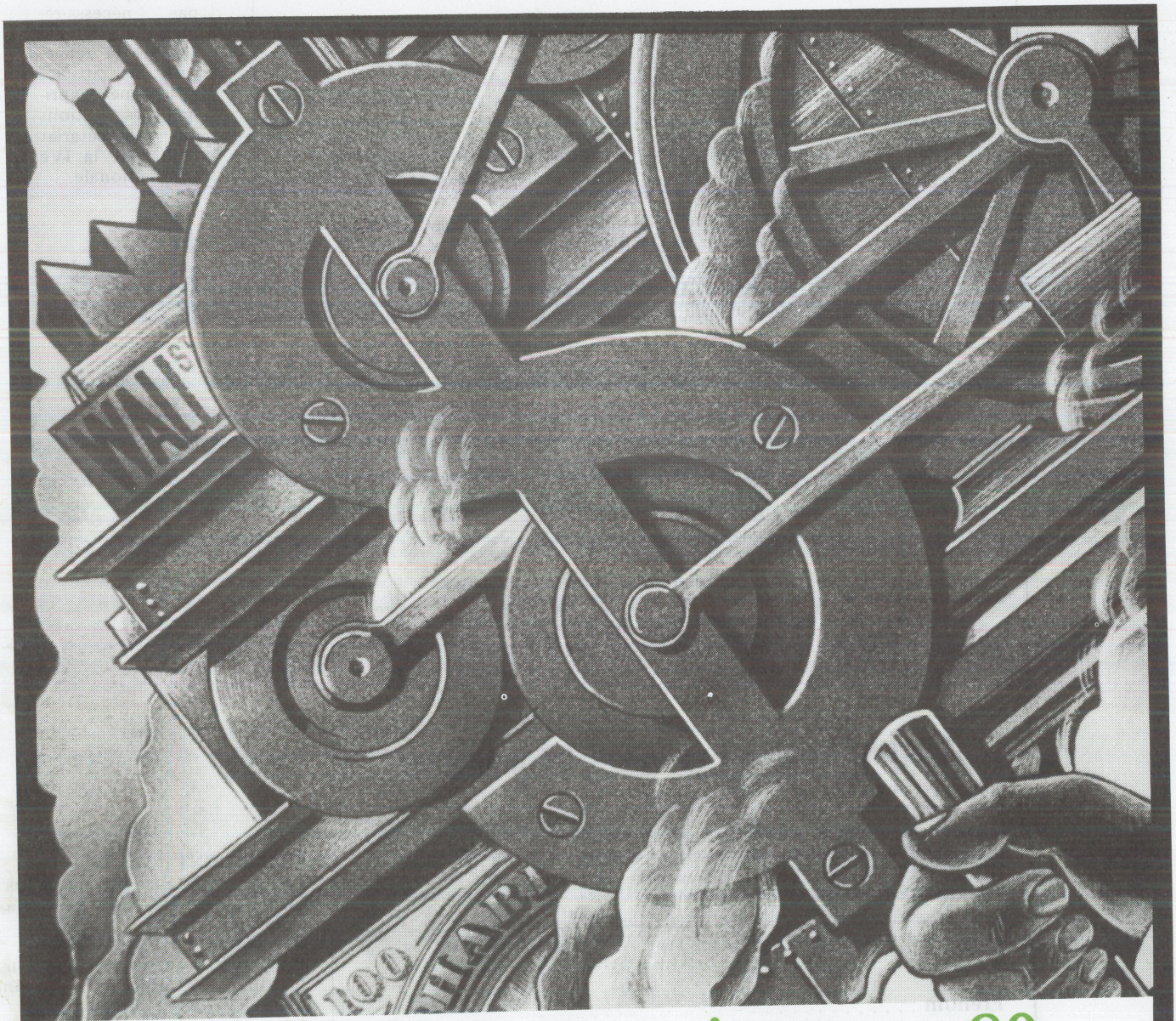
Bimensuel - Numéro 81 du 10 juillet 1980 - 10 ff - 6 fs - 75 fb -

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



# La conjoncture au printemps 80 et la nouvelle récession

# INPRECOR
## INTERCONTINENTAL PRESS


## SOMMAIRE

Numéro 81 du 10 juillet 1980


| | | |
|---|---|---|
| Page 3 | ECONOMIE<br>La conjoncture au printemps 80 et la nouvelle récession | Ernest MANDEL |
| Page 8 | ALLEMAGNE FEDERALE<br>Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur les élections en RFA | |
| Page 11 | JAPON<br>Un résultat électoral inattendu | |
| Page 13 | Un nouveau développement de la crise politique japonaise | Goro HAYASHI |
| Page 16 | BRESIL<br>Après la grève des métallos, le premier congrès du Parti des Travailleurs | Daniel BENSAID |
| Page 18 | Document : Interview de Lula au «Guardian» | |
| Page 20 | NICARAGUA<br>La contre-révolution recule | Alfredo MORABIA |
| Page 23 | MEXIQUE<br>L'envers du miracle pétrolier | |
| Page 24 | Témoignages sur la répression | |
| Page 27 | AFRIQUE DU SUD<br>L'escalade sud-africaine contre l'Angola | |
| Page 28 | Interviews de l'un des dirigeants de la grève de «Ford» et de Thomazile Botha | |


Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

## ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

POUR TOUS PAYS : 180 francs français
PAR AVION : Europe : 220 ff ; Amérique, Afrique, Asie : 270 ff (ou respectivement : 70 dollars US, 75 dollars canadiens)
Afrique du Nord : 225 ff ; Moyen-Orien : 225 ff
PLI FERME : France : 300 ff ; autres pays : 350 ff
PLI FERME PAR AVION : nous écrire

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Pays .....

VERSEMENT :
Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition Communication)
adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir
93100 - MONTREUIL - France

ou

VIREMENT à :
PEC - BNP Agence Robespierre
153, rue de Paris
93100 - MONTREUIL
Compte no : 230 179/90

«INPRECOR» Edité par «Presse-Edition-Communication», Administration 2, rue Richard Lenoir, Montreuil
Directeur de publication : Robert MARCH - Imprimé par ROTOGRAPHIE (Montreuil)
Commission paritaire : N. 59 117 Gérant : Jacques GIRMA
ISSN - 0378-8342

# La conjoncture au printemps 80 et la nouvelle récession

Ernest MANDEL

Il y a de nombreux facteurs qui indiquent que la reprise inégale, hésitante et inflationniste qui avait marqué les économies impérialistes entre 1976 et 1978 s'achève et que nous entrons dans une nouvelle récession internationale. Au moment où nous écrivons, cette récession a déjà commencé aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. En France, en Italie et en Allemagne fédérale, elle est attendue avant la fin de l'année, ce qui l'amènera à s'étendre à la plupart des autres pays capitalistes d'Europe. En mai 1980, les ventes d'automobiles ont brutalement chuté en France. Le gouverneur de la Banque centrale d'Italie a annoncé officiellement la récession dans son pays. En République fédérale d'Allemagne, les commandes à l'industrie ont décliné de 4,5 pour cent en avril 1980 par rapport à mars (corrigées des variations saisonnières).

Après avoir nié cette éventualité, des experts américains, dont ceux de la *Chase Manhattan Bank* envisagent désormais la probabilité d'une nouvelle récession synchronisée en 1980 dans tous les pays impérialistes.

La seule question en suspens concerne le sort du Japon. Alors qu'il y aura certainement un net ralentissement de la croissance économique sous l'effet des mesures déflationnistes que le gouvernement japonais doit prendre pour faire face au déficit important de la balance des paiements qui est brusquement survenu et à la hausse subséquente du taux d'inflation (qui a atteint en février 1980 l'équivalent d'un taux de 18 pour cent par an pour les prix de détail et 8 pour cent pour les prix de gros). Les observateurs sont divisés pour savoir si ces mesures vont aboutir à une véritable récession, c'est-à-dire une baisse absolue de la production industrielle ou seulement une baisse du taux de croissance en le ramenant de 5,5 pour cent à 2,5 — 2 ou même 1,5 pour cent.

En retour, selon que l'économie japonaise parvient à échapper à la récession internationale de l'économie capitaliste ou qu'elle la transforme en une récession généralisée analogue à la récession de 1974-75, cela aura des effets importants à la fois sur l'ampleur et la durée de la récession internationale et sur l'impact qu'elle aura dans une série de pays capitalistes semi-industrialisés de l'Asie orientale, en particulier Taïwan, Hong-Kong et Singapour. Si ces pays sont touchés par une réduction de leurs ventes au Japon, ils pourraient être à leur tour aspirés dans le maelström récessionniste. Cela aboutirait en retour à réduire les marchés pour le débouché de secteurs clés de l'économie japonaise, exportant des machines-outils et des biens d'équipement, ce qui aggraverait encore la récession japonaise.

Si au contraire, ces pays parviennent à préserver le développement de leurs exportations, ils pourront dans une large mesure échapper à la récession et aider l'économie japonaise à s'en prémunir également (1). Dans tous les cas, la Corée du Sud sera touchée par la récession.

La récession de 1979-80, tout comme la récession de 1974-75, a débuté aux Etats-Unis, dans le secteur des biens de consommation durable. L'industrie automobile et la construction ont été tout particulièrement touchées. Au début du mois de mai 1980, la production d'automobiles et de camions, comme les ventes de maisons individuelles, avaient chuté de 40 pour cent, par rapport au niveau de février 1979. Les mises en chantier de nouvelles maisons en avril 1980 représentaient un chiffre annuel d'un million, soit une baisse de 700000 par rapport à la moyenne des mises en chantier du dernier trimestre 1979. A la mi-mai 1980, la production d'acier était de 25 pour inférieure au niveau de la mi-mai 1979.

Les appareils ménagers et le bois de construction sont très fortement touchés. Les commandes de bois de charpente et de contreplaqués sont inférieures de 25 à 30 pour cent au niveau normal, les prix des produits du bois sont de 40 dollars au-dessous des coûts moyens de production (*Business Week*, 2 juin 1980).

Il est vrai que la faible valeur du dollar a permis aux USA d'augmenter encore leurs exportations au cours des premiers mois de 1980, au moment où les consommateurs, se rendant compte de l'inflation, ont été saisis d'une frénésie d'achat, prélevant sur leurs économies à un point tel que le taux d'épargne est tombé, au cours du quatrième trimestre 1979, à son niveau le plus bas en 30 ans, c'est-à-dire à 3,3 pour cent des revenus disponibles (alors qu'il était encore de 5,5 pour cent un an auparavant). Il est possible qu'il ait été près de zéro en janvier 1980 (*Business Week*, 25 février 1980). Les dépenses n'ont pu se maintenir longtemps au même rythme, étant donné le taux d'inflation et de 13 pour cent que l'on observe en ce moment, aux Etats-Unis. Cela signifie que les dépenses des consommateurs ont augmenté plus vite en janvier que leurs revenus : les dépenses de consommation des ménages se sont élevées à 19,5 milliards de dollars alors que les revenus s'élevaient à 11,4 milliards de dollars seulement (*Business Week*, 3 mars 1980).

Il est également vrai qu'une augmentation généralisée des profits, en 1978 et 1979, aux USA ainsi que dans la plupart des pays impérialistes, a permis de retarder une réduction des investissements. Les commandes de biens durables ont de nouveau augmenté de 4,3 pour cent en janvier 1980 aux USA, succédant à une autre augmentation en décembre 1979, après une baisse en novembre. Mais elles ont décrû en mars 1980 et c'est cette tendance qui se poursuit actuellement.

Et si l'on veut porter un jugement sur la tendance générale de l'économie, on peut dire que la «stagflation» revient en force. Non seulement l'inflation n'a pas diminué aux USA depuis le début de la récession — mais elle s'est même accélérée. Nous observons — pour reprendre une métaphore un peu tirée par les cheveux — que l'inflation joue avec la même efficacité qu'un frein graisseux pour freiner l'actuelle récession et qu'il ne s'agit pas d'une inflation induisant une relance modérée pour échapper à la récession. C'est ce qui apparaît clairement si l'on remarque que, le 30.01.1980, les prêts au commerce, à l'industrie et à l'agriculture

1) Les capitalistes ouest-européens et américains craignent que le déficit de la balance des paiements du Japon n'incite ce pays à lancer une offensive qui, au milieu de la récession, pourrait provoquer de graves problèmes, détonateurs d'une nouvelle «guerre commerciale» et générateurs de mesures protectionistes sévères.

étaient supérieurs aux Etats-Unis de 19 pour cent par rapport à l'année précédente alors que l'indice de l'activité économique de *Business Week* faisait apparaître une baisse de 0,5 pour cent pour la même période malgré la frénésie d'achats manifestée par les consommateurs (l'indice de la production industrielle d'avril 1980 était inférieur de 1,9 pour cent).

Cela ne pourra pas durer longtemps. Comme le montre le graphique ci-dessous. Le taux d'inflation et le taux d'intérêt («coûts du crédit») ont atteint tous deux des sommets historiques aux USA. Le «taux d'intérêt préférentiel» a dépassé 16 pour cent, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis. Et les autres pays ont suivi le mouvement. La Grande-Bretagne, le Canada, l'Italie et la France ont des taux d'escompte qui atteignent ou dépassent ceux des USA, au Japon et en Allemagne fédérale même, les taux d'intérêt dépassent maintenant 7 pour cent. (En Allemagne, le montant global des emprunts pour le secteur privé a doublé depuis 1977). Le fait important souligné par le graphique est que, durant la récession de 1974-75, le taux d'inflation et le taux d'intérêt avaient diminué après le début de la récession alors que cette fois ils continuent à augmenter. Ceci oblige presque tous les gouvernements impérialistes à prendre des mesures très sévères concernant les restrictions de crédit et, par conséquent, à renforcer les tendances récessionnistes. En effet, les prêts aux entreprises ont commencé à diminuer à partir d'avril 1980 et les taux d'intérêts ont commencé à diminuer parallèlement.

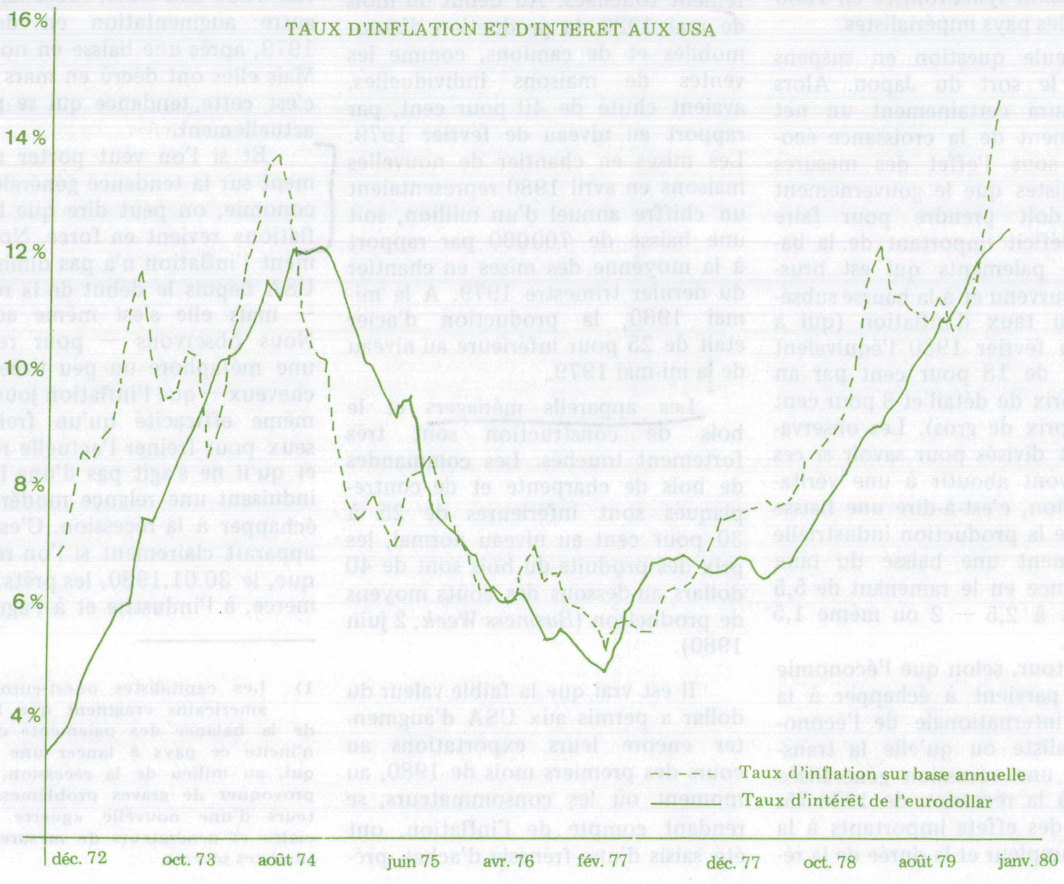
Cette situation généralisée n'est pas accidentelle, bien entendu. Elle ne fait que refléter la tendance fondamentale à la surproduction et à la surcapacité de production qui caractérise l'économie impérialiste depuis la fin des années 60 — liée à l'utilisation de l'inflation de crédit ( l'inflation d'endettement) comme seul moyen d'éviter une crise explosive dont les dimensions seraient du même ordre que celle de 1929-32. Entre la récession de 1975-75 et celle de 1979-80, le montant total des dettes publiques et privées a augmenté de 25 pour cent aux USA, atteignant la somme exorbitante de 4000 milliards de dollars, pour permettre une croissance globale du rendement réel de moins de 10 pour cent entre 1973 et 1979 (2). C'est dans cette contradiction structurelle du troisième âge du capitalisme et non dans l'explosion du prix du pétrole que l'on doit rechercher les raisons fondamentales de cette inflation irréductible et permanente.

Le seul facteur qui pourrait permettre de renverser sérieusement la tendance générale vers une récession internationale serait une forte augmentation des dépenses militaires. En effet, depuis la chute de la dictature du chah, l'impérialisme américain n'a cessé de préparer l'opinion publique à une politique étrangère plus agressive (qui n'est pas sans rapport bien sûr avec la «longue vague de tendance à la stagnation» que l'économie capitaliste internationale est en train de traverser), fondée sur un déploiement de forces à l'étranger et sur une nouvelle génération de fusées et d'avions encore plus sophistiqués.

L'augmentation des dépenses militaires pour l'année fiscale en cours est de l'ordre de 15 milliards de dollars (3,3 pour cent en valeur absolue). C'est insuffisant pour arrêter la récession, bien évidemment. Il est vrai que certains programmes ambitieux, comme celui qui prévoit la production de la nouvelle ICBM (*Inter-Continental Balistic Missile*), appelée MX, implique des dépenses totales, et qui ont été déjà approuvées, de l'ordre de 30 milliards de dollars. Mais, à l'heure actuelle, il y a de sérieux goulots d'étranglement, en particulier dans l'industrie aéronautique et l'industrie électronique, qui retardent la mise en œuvre complète de ces plans.

---

2) Alors qu'elle est plus modérée qu'ailleurs, «l'explosion de la dette» n'est en aucune manière un phénomène propre à l'Amérique du Nord. En Allemagne de l'Ouest, les dettes du secteur privé (les entreprises et les particuliers) sont passées de 764 milliards à 927 milliards de DM au cours du redressement plutôt modéré de 1977-78 («Wirtschaftswoche», 26 février 1979). Cette augmentation de plus de 20 pour cent doit être comparée à l'accroissement de la production réelle qui est de moins de 10 pour cent.



Ils arriveront probablement trop tard pour empêcher l'actuelle récession de suivre son cours naturel.

De plus, toute augmentation des dépenses militaires accroît l'inflation dans une mesure bien supérieure à la moyenne (parce qu'elles sont génératrices de revenus pour les consommateurs et d'investissements pour les entreprises, tout en ne produisant pas de biens supplémentaires).

Etant donné que le taux actuel d'inflation est déjà alarmant, l'administration Carter a été obligée d'annoncer que l'augmentation des dépenses militaires serait «compensée» par d'importantes restrictions dans les dépenses civiles du gouvernement, c'est-à-dire en particulier des coupes sombres dans les soi-disant dépenses «sociales» aux dépens de la classe ouvrière américaine et des couches les plus défavorisées (Carter a annoncé une réduction du déficit budgétaire). Mais, en période de récession, de telles réductions dans les dépenses ont en retour un effet déflationniste démultiplié sur l'économie dans son ensemble. Cet effet déflationniste va donc, au moins neutraliser, sinon annuler l'effet de stimulation provoqué par les augmentations des dépenses militaires.

Enfin, de la même manière que l'actuelle récession démarre avec un taux d'inflation et des taux d'intérêts plus élevés que lors de la précédente, elle débute aussi avec un résidu très élevé de chômeurs non éliminé durant la précédente période de relance. En fait, alors que le chômage dans les pays impérialistes (pays de l'OCDE) a touché 10 millions de personnes au cours de la récession de 1970 et 15 millions en 1975, il atteindra 20 millions en 1980. Et il n'est pas du tout certain que ceci soit un maximum au cours de cette récession.

Cette tendance est étroitement liée à un point que nous avons souligné dans notre ouvrage «*La crise*» (Flammarion), concernant les investissements (qui ont été faibles en 1974-75 et qui ont commencé à augmenter rapidement en 1978-79). Ce sont essentiellement des investissements de **rationalisation** («investissements en profondeur» comme le dit le jargon usuel). Ils ne consistent pas à construire de nouvelles usines, pas plus qu'à augmenter substantiellement les capacités de productions existantes (qui souffrent encore sur une large échelle de surcapacités héritées de la récession de 1974-75 et de la période de pré-récession). C'est ce que confirme d'une manière frappante le tableau suivant publié par l'*Economist* (23 février 1980) et qui met en rapport la part des machines et de l'équipement à la construction dans les investissements totaux des entreprises privées.

PART DES MACHINES ET DES BIENS D'EQUIPEMENT

| | 1968 | 1978 |
|---|---|---|
| USA | 43,8 % | 48,0 % |
| Japon | 51,7 % | 55,6 % |
| Allemagne de l'Ouest | 39,1 % | 48,6 % |
| France | 46,1 % | 52,5 % |
| Grande-Bretagne | 46,7 % | 52,3 % |

Bien qu'il soit possible, mais en aucune manière certain, que l'actuelle récession soit un peu plus faible que celle de 1974-75 en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses militaires, il est également vrai que le cycle actuel comporte de nombreuses contradictions non résolues découlant de la période précédente et qui, par conséquent, accumulent les contraintes les plus sévères et les menaces les plus graves d'explosion au cours de la prochaine période. Les menaces pesant sur les géants «les plus faibles» de l'industrie automobile internationale — tels *Chrysler* aux Etats-Unis, *British Leyland* en Grande-Bretagne, *SEAT* en Espagne et une ou deux firmes au Japon — dont la chute entraînerait des centaines de milliers de licenciements — donnent un exemple de la situation.

De plus, l'économie capitaliste internationale entre dans une nouvelle phase de récession sous un ciel couvert. Les deux soupapes de sûreté qui ont joué un rôle important dans la limitation du champ et de la durée de la récession de 1974-75 vont probablement fonctionner de manière beaucoup plus modeste cette fois-ci. Elles ont consisté en : la croissance des exportations vers les pays semi-coloniaux (et en premier lieu, mais non uniquement, les exportations vers les pays de l'OPEP) et l'augmentation des échanges Est-Ouest. Mais l'expansion dans ces deux directions devient de plus en plus difficile en raison de l'énorme dette accumulée par les pays semi-coloniaux et par les Etats ouvriers bureaucratisés. On estime que le montant de ces dettes a atteint, fin 1979, 350 milliards de dollars pour les pays semi-coloniaux et 70 milliards de dollars pour les Etats ouvriers bureaucratisés (dont plus de 200 milliards à l'égard des banques privées de 10 pays).

Le marché des pays de l'OPEP, pour ce qui concerne les exportations impérialistes globales, s'est déjà rétréci de manière significative, après avoir atteint son apogée en 1976-77, les effets de la révolution iranienne jouant bien entendu un rôle dans ce processus.

Le soi-disant «recyclage des pétrodollars» par les grandes banques privées impérialistes est en réalité un financement par l'intermédiaire du crédit (c'est-à-dire par la création de nouvelles dettes) des exportations de l'Ouest en direction des pays semi-coloniaux. Ces pays absorbent maintenant près de 30 pour cent des exportations des pays impérialistes, la plupart en machines, équipements et moyens de transports, mais une importante part est constituée par les produits alimentaires (surtout venant des USA, du Canada et de l'Australie), des biens durables, des produits de luxe et, bien sûr, des armes. On a toutes les raisons de supposer que, sans cette expansion des exportations des pays impérialistes vers le soi-disant «Tiers-Monde», la réduction du commerce mondial de 1975 aurait duré plus longtemps et la relance de la production industrielle — au moins dans quelques secteurs clés de l'industrie — en Europe de l'Ouest, au Japon et en Amérique du Nord, se serait produite plus tard qu'elle ne l'a fait.

C'est la fonction objective de l'énorme dette qui écrase les pays semi-coloniaux. La motivation des banques privées était encore plus évidente : en période de récession et, dans une période qui suit immédiatement la récession, il y a abondance de capital financier. La demande de prêts bancaires venant des entreprises capitalistes est faible dans les pays impérialistes. Les banques sont à la recherche de nouveaux clients — d'autant plus que les capitaux dont elles disposent se sont accrus en raison de la masse de pétrodollars non utilisés en provenance des pays de l'OPEP les plus riches et déposés dans les grandes banques impérialistes. C'est pourquoi ces banques sont désireuses de prêter aux pays semi-coloniaux et aux Etats ouvriers bureaucratisés.

Mais ce qui s'est produit a une signification beaucoup plus profonde. Alors que, grâce à l'énorme expansion du crédit bancaire (argent bancaire), les banques privées sont depuis de nombreuses décennies devenues les principaux créateurs d'argent dans les pays impérialistes (avec la

| EXPORTATIONS VERS LES PAYS DE L'OPEP DANS LE MONTANT TOTAL DES EXPORTATIONS | | |
|---|---|---|
| | 1976-77 | 1979 |
| USA | 10,9 % | 8,7 % |
| Allemagne de l'Ouest | 8,7 % | 6,0 % |
| Japon | 14,5 % | 11,8 % |
| France | 8,6 % | 7,1 % |
| Grande-Bretagne | 11,8 % | 8,2 % |
| Italie | 12,3 % | 10,7 % |

(OCDE : *Economic Perspectives*, décembre 1979)

bienveillance des banques centrales, des gouvernements et, en définitive, dans l'intérêt du système capitaliste dans son ensemble, sans considération sur les effets inflationnistes de cette création d'argent), ces banques privées ont maintenant pris le contrôle de la création (et de la redistribution) des «liquidités internationales», tout d'abord à travers le système des «eurodollars» et maintenant à travers le recyclage des «pétrodollars».

Mais il y a une différence beaucoup plus profonde entre l'expansion du crédit inflationniste (expansion de l'argent bancaire) sur le marché national et l'expansion du crédit inflationniste sur le marché mondial. Dans le premier cas, il y a un prêteur du dernier recours : la banque centrale nationale. Un Etat national bourgeois, en définitive, peut jouer un rôle «d'arbitre» entre les intérêts opposés qui peuvent s'affronter entre les différents secteurs de la classe dominante, quand il devient nécessaire de cautionner des entreprises en faillite ou d'empêcher les banques de faire faillite et, par conséquent, de prévenir une panique généralisée dans les banques. Dans le second cas, il n'existe pas de prêteur du dernier recours. Il n'y a pas de gouvernement capitaliste mondial. Et alors que les bourgeois sont aussi unis entre eux que les doigts de la main lorsqu'il est question du partage des bénéfices, la loi du «chacun pour soi» entre en vigueur lorsqu'il s'agit de partager les pertes (et dans le cas qui nous intéresse, les pertes peuvent être considérables !) (3).

Ainsi l'incapacité de régler ses dettes de la part de l'un des grands débiteurs parmi les pays sous-développés peut être un danger et provoque chez les banquiers et tous les autres financiers du monde capitaliste moulte nuit sans sommeil (4). Un certain nombre de pays n'ont pu faire face à leurs échéances pendant une brève période (c'est-à-dire qu'ils n'ont pu rembourser leurs emprunts à la date pour laquelle ils s'étaient engagés), c'est le cas de la Turquie et du Zaïre. Mais les montants étaient suffisamment faibles pour que le capital financier international, avec l'aide de quelques institutions publiques internationales, comme le Fonds monétaire international, puisse trouver une solution au problème. Mais le manquement d'un grand débiteur comme la Corée du Sud, pour ne rien dire du Brésil — le plus important de tous — ou une révolution sociale dans l'un de ces pays poserait un point d'interrogation concernant leur volonté de continuer à reconnaître et à rembourser les dettes contractées par des politiques économiques contraires aux intérêts des masses laborieuses et porterait un coup fatal aux banques les plus fortes des pays impérialistes.

En effet, les fausses manœuvres de Carter pour essayer de geler les fonds iraniens déposés dans les banques américaines (y compris dans leurs agences à l'étranger) laissent soupçonner quelles réactions en chaîne pourrait provoquer une révolution dans un pays important ou dans un pays semi-colonial. On ne peut pas oublier ce qu'implique le soi-disant «recyclage» des pétrodollars par les banques privées impérialistes: c'est la violation d'une des «règles d'or» du système bancaire capitaliste qui consiste à ne pas opérer des prêts à long terme sur la base de prêts à court terme. La plupart des pétrodollars sont des dépôts à court terme. Tous les prêts aux «pays du Tiers-Monde» sont des prêts à moyen ou long terme. On peut bien imaginer ce qui se passerait si la solvabilité de la plus grande banque, et non seulement celle de l'un des débiteurs les plus importants, se trouvait menacée mais aussi si l'un des pays clés de l'OPEP retirait soudain tous ses avoir de ces banques (ce que le régime de Khomeiny n'a pas fait et ce fait révèle à lui seul clairement sa nature bourgeoise, malgré toute la rhétorique anti-impérialiste et tous ses conflits réels, mais limités, avec l'impérialisme américain).

C'est dans ce contexte de menaces grandissantes de crise, sinon d'effondrement de ce qu'on appelle le «système monétaire international du papier-dollar» (ou mieux encore le «non-système») que l'on peut comprendre la fantastique envolée du «prix de l'or» qui s'est produite en 1979, le faisant passer de 220 dollars l'once au début de l'année à plus de 600 dollars en février 1980 (avec une pointe à 835 dollars le 18 janvier 1980).

Cette étonnante envolée des prix n'est pas due en premier lieu à des conspirations de spéculateurs privés, mais à l'action des pays de l'OPEP au Moyen-Orient, en vue de transférer une partie de leurs réserves de dollars en réserves d'or. Cela montre l'échec de la tentative américaine d'imposer une «démonétisation» de l'or, c'est-à-dire d'instaurer un «système monétaire» permanent fondé sur une dépréciation constante du dollar-papier.

En effet, étant donné l'ascension vertigineuse du «prix de l'or», les réserves d'or des banques centrales sont pratiquement aussi importantes, dans la part des réserves totales, qu'elles l'étaient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsque «l'étalon-or» (c'est-à-dire un système monétaire international dans lequel plusieurs monnaies nationales servent, en dehors de l'or, de réserves pour les autres monnaies), commença à être appliqué à une large échelle.

| L'OR, EVALUE AU «PRIX» COURANT, EN TANT QUE PART DES RESERVES TOTALES DE TOUTES LES BANQUES CAPITALISTES CENTRALES | | | |
|---|---|---|---|
| 1928 | 75,5 % | 1970 | 44,6 % |
| 1938 | 93,1 % | 1975 | 44,2 % |
| 1951 | 63,0 % | 1976 | 39,8 % |
| 1955 | 60,0 % | 1977 | 41,6 % |
| 1960 | 54,6 % | 1978 | 44,2 % |
| 1966 | 56,3 % | 1979 | 59,1 % |

3) Le vice-président de la «Morgan Guaranty Bank», Rimmer de Vries, a déclaré sans ambiguité : «Cette fois-ci, le système bancaire privé ne peut venir à bout du recyclage des pétrodollars sans aide, ni financer les déficits vertigineux de la balance des paiements des pays en voie de développement» («International Herald Tribune», novembre 1979, supplément «Euromarkets»).

4) Selon le «Wall Street Journal» du 10 janvier 1980, les autorités monétaires américaines sont préoccupées par la dégradation du rapport entre le capital propre et les réserves des banques américaines d'une part et le montant total de leurs prêts de l'autre — y compris de certaines des banques les plus importantes.

Et alors que les Etats-Unis sont encore les plus grands détenteurs de réserves d'or, leur participation aux réserves totales d'or de toutes les banques capitalistes centrales est aujourd'hui plus faible qu'avant la Première Guerre mondiale !

PART DES RESERVES D'OR AMERICAINES DANS LES BANQUES CAPITALISTES CENTRALES

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1913 | 28,3 % | 1955 | 57,8 % |
| 1918 | 38,0 % | 1960 | 44,0 % |
| 1934 | 43,4 % | 1966 | 30,7 % |
| 1940 | 71,7 % | 1971 | 26,8 % |
| (maximum historique) | | 1978 | 25,7 % |
| 1951 | 64,2 % | 1979 | 24,2 % |

Rien ne montre mieux le changement de la situation réelle — et des réflexions qu'ont les principaux technocrates de la bourgeoisie internationale — que la déclaration faite par Jacques de Larosière, président général du Fond monétaire international, l'institution même qui s'est efforcée de faire adopter la «démonétarisation de l'or» au cours de la dernière décennie :

«*(Il conviendrait de) calmer les marchés des changes et le système des liquidités internationales, notamment par la mise en œuvre d'un compte de substitution fortement gagé peut-être par l'or du Fonds monétaire international*» (*Le Monde*, 13 février 1980).

Cela signifie-t-il que nous soyons à la veille d'un retour à l'étalon-or, suivant l'exemple du Système monétaire européen qui base ses avoirs communs sur une couverture or moyenne ? Nous ne le pensons pas.

La répartition des réserves d'or est extrêmement inégale entre les pays capitalistes. Les pays impérialistes s'y taillent la part du lion (et parmi eux, la place du Japon ne correspond en aucune manière à sa place actuelle dans le commerce mondial). Les pays semi-coloniaux pris globalement, qui participent pour 22 pour cent aux échanges internationaux, détiennent à peine 10 pour cent de l'or des banques centrales capitalistes. Les pays de l'OPEP, qui participent pour environ 11 pour cent aux exportations mondiales, détiennent seulement environ 2,5 à 3 pour cent des réserves mondiales d'or.

Dans ces circonstances, étant donné le déficit prolongé et structurel de la balance des paiements de la plupart des pays du «Tiers-Monde», un retour à un étalon-or «normal» les condamnerait bientôt à la banqueroute, à une réduction stricte de leurs importations, à une crise sociale explosive. Cela pourrait amener une réduction généralisée du commerce mondial. La bourgeoisie internationale essaiera d'éviter cela autant que possible. Mais l'or jouera un rôle de plus en plus important dans le système monétaire mondial, tout comme les autres monnaies-papier moins dévaluées que le dollar (6), en premier lieu le DM, le franc suisse et le yen (qui, cependant, a déjà perdu 25 pour cent de sa valeur sur le marché des changes dans la dernière période contre le dollar) (7).

Il est de plus peu probable que des débouchés supplémentaires significatifs puissent se présenter à l'économie capitaliste internationale grâce à un renouvellement rapide de l'expansion du commerce Est-Ouest. En effet, le poids de la dette et la pression croissante de l'inflation qui se répercute au niveau du marché mondial dans les Etats ouvriers, y créent des problèmes — y compris des problèmes explosifs sur le plan social — tels que l'on peut certainement avancer qu'à l'heure actuelle, on a atteint un seuil qui ne sera franchi que marginalement dans la période immédiatement à venir.

Est-ce que la réintégration de la Chine dans le commerce mondial, qui s'est produite avec un grand «éclat» à la suite du programme des «quatre modernisations» de Deng Xiaoping, aura une incidence décisive en ce domaine ? Cela semble peu probable, tout au moins à l'étape actuelle. Les plans grandioses qui avaient été faits dans les cercles impérialistes débordants d'optimisme, ont quelque peu diminués. Les importations chinoises, en provenance des pays impérialistes, ont certainement augmenté. Le total des importations (la fraction provenant des Etats ouvriers bureaucratisés est insignifiante) est passé de deux milliards de dollars en 1972 à 6 milliards en 1977, 10 milliards en 1978 et 13 milliards en 1979 (ce qui est déjà en retrait par rapport aux prévisions qui étaient de 15,5 milliards de dollars). Mais le déficit cumulé de la balance commerciale des trois dernières années semble dépasser deux milliards de dollars et la Chine regarde du côté des ques occidentales pour obtenir des crédits. Seul le Japon a développé des relations commerciales importantes avec la Chine: 4,2 pour cent de ses exportations totales ont été dirigées vers la République populaire en 1979. Pour tous les autres principaux pays impérialistes, moins de 1 pour cent de leurs exportations se font vers la Chine — on est bien loin de répéter l'histoire ouest-allemande à succès de l'**Ostgeschäft** (la percée commerciale vers l'Est). Et le Japon lui-même a été capable de s'installer de manière significative en République populaire de Chine en tant que fournisseur de biens de consommation, seulement parce qu'il a accepté d'accorder à ce pays plusieurs milliards de crédit (à des taux d'intérêt très bas) sous forme de contribution à certains de ses projets d'expansion les plus importants.

Ainsi le bilan général est à peu près le suivant : il n'apparaît pas pour le moment qu'il y ait dans l'économie internationale aucune tendance d'importance, capable de renverser, en 1980, le cours de la récession américaine et son extension vers tous, ou presque, les pays impérialistes. Le seul élément nouveau dans cette situation, si on la compare à celle des années 70, — l'augmentation de la course aux armements, — aura, après cette recession, plus une influence sur le rythme du redressement qu'il ne pourra empêcher l'éclatement de la crise. Et ses conséquences, dans la mesure où augmentera le taux d'inflation et où le système monétaire et bancaire international dans son ensemble sera de plus en plus vulnérable, restent à chiffrer, en particulier par rapport à la capacité de la classe ouvrière des pays impérialistes de résister aux réductions sauvages de ses salaires réels, directs et indirects.

1er juin 1980 □

5) Cf. aussi la déclaration suivante dans l'éditorial du «Financial Times» du 4 janvier 1980 :

«Il n'est pas exclu que l'on se rende compte que le rôle le plus utile que pourrait jouer l'or officiellement détenu serait... d'aider à résoudre quelques problèmes de remboursements officiels... Avec une proportion de réglements de leurs balances en or — essentiellement le désir de fournir de l'or d'une manière organisée réduirait également les sommes qui, autrement, devraient être acheminées à travers un système bancaire international dont les capacités de recyclage illimité sont largement remises en question».

6) Selon «l'Economic Research Institute of Hamburg», ce sont à présent 51 à 52 pour cent du commerce mondial qui s'effectuent en dollars, 14 pour cent en DM, 7 pour cent en livres sterling, 7 pour cent en francs français, 5 pour cent en yens, le reste dans les autres monnaies.

7) Il est significatif qu'alors que, sur un total de surplus de pétrodollars qui s'élevait en 1977 à 33 milliards de dollars, 9,2 milliards aient été déposés aux USA, le surplus de 10 milliards de dollars du premier semestre de 1979 n'ayant pas été déposé du tout aux USA («Neue Zürcher Zeitung», 21 décembre 1979).

# Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur les élections en RFA

PENDANT une très longue période, l'Allemagne de l'Ouest fut le pilier le plus solide de l'ordre bourgeois en Europe occidentale. La suprématie industrielle et économique du capitalisme ouest-allemand, liée aux énormes défaites subies par la classe ouvrière allemande au cours du XXè siècle, la division du pays imposée par les conférences de Yalta et de Postdam et l'image absolument aberrante du «socialisme» qu'offre le stalinisme en République démocratique d'Allemagne, tout cela a permis un contrôle social et politique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière plus important que dans les principaux pays européens.

La base objective de cette relative stabilité a cependant commencé à s'effriter lentement. La prospérité de l'impérialisme ouest-allemand repose essentiellement sur l'expansion de ses exportations — une expansion qui est maintenant de plus en plus menacée par la récession que connaît l'économie capitaliste internationale, par une concurrence inter-impérialiste exacerbée et par les difficultés croissantes que rencontre l'impérialisme allemand pour réaliser «l'intégration» économique de l'Europe de l'Ouest qu'il souhaite transformer en son marché intérieur. Or cette Europe capitaliste va au devant d'une nouvelle récession, suivie d'une «relance» avec un taux de croissance beaucoup plus bas que jamais au cours des dernières années, dans des conditions de tensions internationales croissantes.

Dans ces circonstances, la bourgeoisie ouest-allemande qui, au cours de la dernière décennie, a agi dans le cadre d'un gouvernement formé par le Parti social-démocrate et le Parti libéral, c'est-à-dire une coalition gouvernementale intégrant la bureaucratie ouvrière, doit se préparer à une politique d'affrontements de plus en plus durs avec la classe ouvrière. Afin de maintenir le taux de profit, les capitalistes doivent diminuer le niveau de vie de la classe ouvrière. D'autant plus que les organisations fondamentales (syndicats) et le potentiel de lutte de la classe ouvrière allemande, pour la défense de ses intérêts immédiats demeurent intacts, comme l'a montré la lutte des sidérurgistes pour la semaine de 35 heures ou la lente croissance de la combativité dans les rangs ouvriers. Enfin certaines fractions de la bourgeoisie désirent jouer un rôle plus agressif dans la politique mondiale, en mettant en place une force d'intervention pouvant agir au-delà des zones propres à l'OTAN.

Il n'est pas certain que ce projet puisse aboutir et que, s'il est élu, Strauss réussise à l'appliquer. Cela dépendra essentiellement de l'ampleur de la crise économique et de l'issue de l'exacerbation des affrontements de classe. Mais le fait même que le principal parti bourgeois choisisse comme candidat une telle personnalité, plus à droite même que Thatcher en Grande-Bretagne, montre que la classe capitaliste ouest-allemande est convaincue qu'il faut se préparer à une période où cette nouvelle politique agressive sera nécessaire. Une victoire électorale d'un tel projet redonnerait à la bourgeoisie l'assurance qu'une modification significative des rapports de forces sociaux en faveur de la classe dominante pourrait être introduite en République fédérale. Etant donné la place qu'occupe ce pays en Europe, un tel résultat aurait des conséquences importantes non seulement au niveau national, mais aussi international.

Qu'un tel changement devienne réalité, la responsabilité en incombe essentiellement à la direction du SPD et de la bureaucratie syndicale. Ce parti avait reçu un mandat très clair de la part des masses ouest-allemandes, à la fin des années 60 : rejetter la politique du CDU et du CSU et mettre en œuvre une politique de réformes sociales. La direction du SPD, non seulement a liquidé cette orientation réformiste dès les premiers signes de difficultés économiques pour le capitalisme ouest-allemand, mais a tout fait pour démobiliser la classe ouvrière. Grâce à ses liens traditionnels avec la bureaucratie syndicale, le SPD a été capable d'aligner totalement la politique syndicale sur la politique étatique des revenus et sur les exigences de l'économie capitaliste.

Alors que Schmidt était chancelier, le SPD a tout fait pour démobiliser la classe ouvrière et pousser le mouvement syndical à accepter des «sacrifices» au nom de la relance économique (c'est-à-dire les profits des patrons), que la masse des travailleurs, se fondant sur son expérience de la longue période de prospérité du capitalisme allemand, attendait pour un avenir proche. Strauss, ou quelqu'autre personnage de son espèce, saurait tirer profit à la fois de la subordination de la politique syndicale aux exigences de l'économie capitaliste et aussi de l'érosion des droits démocratiques instaurée sous le gouvernement de Schmidt sous prétexte de «combattre le terrorisme», pour se lancer dans des opérations répressives contre le mouvement ouvrier et ses militants les plus combatifs.

Si aujourd'hui, ou peut-être demain, le capitalisme ouest-allemand s'apprête à remplacer Schmidt par Strauss — ou par quelqu'un de semblable à Strauss — ce n'est donc pas que l'actuel gouvernement ne l'ait pas bien servi. Au contraire, c'est précisément parce qu'un important secteur de la bourgeoisie pense aujourd'hui qu'il faut un tournant vers une orientation et des méthodes qui s'attaquent plus directement à la classe ouvrière ouest-allemande, et que cela peut être fait grâce à la démobilisation de la classe ouvrière opérée sous la houlette de la direction du SPD. Il pense qu'un gouvernement dirigé par Strauss sera plus à même d'appliquer une politique d'affrontements ouverts avec la classe ouvrière, et une politique plus agressive sur le plan international, alors qu'un chancelier du SPD devrait faire face à une opposition dans les syndicats et au sein même du parti. Dès lors, toute victoire de la bourgeoisie dans la mise en œuvre d'un tel projet impliquerait un recul significatif pour la classe ouvrière ouest-allemande.

Par conséquent, la classe ouvrière ouest-allemande doit se préparer à d'importantes batailles défensives, au moment des élections et pour les mois et les années à venir. Les marxistes révolutionnaires ouest-allemands seront à l'avant-garde de ces batailles.

Gagner de telles batailles n'est possible que par une politique qui intègre l'indépendance de classe vis-à-vis de tous les secteurs de la bourgeoisie, le front unique des travailleurs dans la lutte et une orientation stratégique claire pour liquider la domination capitaliste en République fédérale. Seule une telle politique peut accélérer le développement d'une claire conscience de classe politique au sein de la classe ouvrière ouest-allemande.

Dans ce contexte, il est indispensable d'adopter une attitude correcte vis-à-vis du SPD et du mouvement syndical. Le SPD, malgré l'extrême dégénérescence et la soumission à la politique patronale de sa direction, reste un parti ouvrier bourgeois. On peut mesurer son degré de dégénérescence par la baisse de ses effectifs au sein du prolétariat industriel et par le poids croissant à l'intérieur du Parti de la bureaucratie locale et de l'Etat fédéral. C'est principalement par le contrôle que maintient le SPD sur les directions syndicales, et grâce au soutien de la classe ouvrière qu'il reste, avec les syndicats, la seule organisation de masse de la classe ouvrière ouest-allemande. Toute polarisation de classe et tout développement de la radicalisation ouvrière s'exprimeront de façon croissante au sein des syndicats et du SPD.

Ainsi les révolutionnaires qui essaient d'ignorer l'influence de masse que détient toujours le SPD et ceux qui choisissent la «neutralité» au moment où les partis bourgeois attaquent le SPD, tous ceux-ci aident en fait la bourgeoisie dans son offensive politique et rendent encore plus difficile la tâche de détacher des millions de travailleurs influencés par l'idéologie réformiste de leur direction.

Les questions centrales posées par ces élections sont d'une part la remise en cause des acquis économiques et sociaux des vingt dernières années (sécurité de l'emploi, niveau de vie, sécurité sociale) que l'on voit poindre avec l'approche de la récession et l'introduction d'une nouvelle technologie dans l'industrie; et d'autre part, les raisons pour lesquelles le patronat a besoin d'un candidat réactionnaire tel que Strass pour lancer son offensive anti-ouvrière. Seul un combat pour une action indépendante de la classe ouvrière sur un clair programme de classe peut lui permettre de défendre efficacement ses intérêts. Les marxistes révolutionnaires appellent les syndicats à engager la lutte contre Strauss et indiqueront, par des initiatives concrètes, qu'il est possible de transformer l'hostilité profonde des travailleurs envers Strauss en une réponse de classe contre ''offensive patronale.

Dans ce conflit, les marxistes révolutionnaires ne sont pas neutres. Ils se placent au contraire dans le camp de la classe ouvrière, ils appellent donc à voter pour le SPD, contre Strauss et les partis bourgeois CDU-CSU et FDP.

Dans le même temps, ils mettent l'accent sur le fait que seule la mobilisation autour des intérêts ouvriers peut empêcher la mise en œuvre du programme de Strauss.

La lutte contre Strauss favorisera de même la prise de conscience de la nécessité de combattre la politique bourgeoise d'un gouvernement Schmidt.

Appeler à voter SPD, c'est aussi expliquer comment la coalition avec le FDP, petit parti des patrons, sert de couverture à la direction du SPD qui cherche par sa politique à faire reposer sur le dos des travailleurs et de l'ensemble de la population, le poids de plus en plus lourd de la crise. Par conséquent, cela met en évidence qu'il faut que le SPD rompe avec le FDP et réponde aux revendications que les syndicats se doivent de mettre en avant pour la défense des intérêts des travailleurs.

Les élections au Landtag, qui viennent de se dérouler dans le Nord Rhin-Westphalie, soulignent la justesse de la ligne qui est ici développée, en particulier sur la nécessité d'une rupture du SPD d'avec le FDP.

Dans ces élections, le SPD put obtenir d'importants gains électoraux dans ses bastions ouvriers traditionnels et plus particulièrement auprès de secteurs plus retardés de salariés, influencés par l'idéologie catholique. En même temps, le Parti libéral (FDP) s'est vu expulsé du Parlement régional, dans la mesure où il n'a pas franchi la barre des 5 % (nécessaires pour obtenir un représentant au Parlement).

Bien que la direction du SPD, d'un côté, et Franz Joseph Strauss de l'autre aient tout fait pour empêcher une accentuation de la polarisation de classe, ces élections et leurs résultats ont, en fait, abouti précisément à cette polarisation de classe objective. Sous la menace que représentait la candidature ouvertement réactionnaire de F.J. Strauss, la classe ouvrière se mobilisa et se prononça plus fortement en faveur du SPD, parti ouvrier bourgeois. Le FDP, étant donné cette polarisation, se trouvait face au danger d'être laminé entre les deux blocs sociaux. Quant au SPD,

subissant la pression des revendications ouvrières, il ne craignait rien moins que de perdre, pour sa coalition, son partenaire bourgeois. En ne disposant plus d'un partenaire subalterne au gouvernement, le FDP, la direction du SPD n'avait plus aucun prétexte pour expliquer pourquoi elle ne peut pas satisfaire les revendications mises en avant par des syndicats, le mouvement antinucléaire et la gauche du SPD.

C'est seulement dans ce sens que le vote SPD acquiert un sens éducatif fondamental pour la classe ouvrière : le retour à une politique de classe et la rupture avec la conception de la coalition SPD.FDP comme un «moindre mal» par rapport à un cabinet Strauss ou un *bürgerblock* CDU-CSU-FDP. Appeler à voter SPD servira aussi à ouvrir la voie à une mobilisation indépendante des organisations ouvrières ouest-allemandes contre les attaques capitalistes qui auront de toute manière lieu, quels que soient les résultats des votes.

Une telle politique d'indépendance de classe et d'unité dans l'action n'est pas du tout incompatible — et d'ailleurs elle les requiert — avec une dénonciation de la politique pro-bourgeoise de la direction du SPD et surtout avec une lutte acharnée contre les mesures de répression au sein du mouvement ouvrier, et en particulier, dans les syndicats, mesures appliquées par la bureaucratie syndicale qui représente la direction du SPD. En agissant ainsi, la bureaucratie syndicale porte fortement atteinte à l'unité de la classe ouvrière. Elle cherche à étouffer la lutte contre les projets du patronat et implique une capitulation face à Strauss qui utilise la menace de diviser le mouvement syndical unifié à l'échelon fédéral en créant un mouvement syndical jaune fondé sur la Démocratie chrétienne, pour faire taire politiquement le DGB. La défense des intérêts de la classe ouvrière ouest-allemande passe par la lutte contre la bureaucratie du SPD et des syndicats et, en même temps, par la défense des syndicats et du SPD contre les attaques du patronat et du CDU-CSU. Seule une issue victorieuse de ces deux combats, reliés à la bataille pour une réponse socialiste à la crise, peut ouvrir la voie à une conscience politique socialiste au sein de la classe ouvrière.

La faillite de la direction du SPD et de la bureaucratie syndicale ont amené à la formation des *Verts* (parti écologiste). Ce parti a été créé par des politiciens «professionnels», venant à la fois du CDU, de groupuscules bourgeois et petits-bourgeois confus, qui cherchent à récupérer l'impact du mouvement de masse contre l'énergie nucléaire pour créer une nouvelle force parlementaire. Il a le soutien de larges couches de jeunes radicalisés. La participation de courants issus de l'extrême-gauche et de courants centristes a renforcé son impact. Le soutien d'une part significative de la gauche à cette formation politique l'a fait encore apparaître comme une alternative crédible face au SPD et lui a permis d'influencer une partie des couches de travailleurs radicalisés.

Beaucoup de ceux qui soutiennent ce parti y sont sans aucun doute poussés par une haine largement justifiée des grands capitalistes et de leurs défenseurs dans la bureaucratie syndicale. Mais la création de ce parti, ou le vote pour lui, ne peut en aucun cas offrir une solution pour les travailleurs allemands. Les marxistes révolutionnaires soutiennent à fond tous les mouvements de masse qui militent contre la construction de centrales nucléaires et pour la fermeture de celles qui existent déjà. Personne, dans les conditions actuelles, ne peut garantir la sécurité de telles centrales. Elles constituent une menace considérable pour l'environnement et la vie humaine et elles s'accompagnent d'attaques importantes contres les droits démocratiques. De même, les révolutionnaires soutiennent tous les mouvements de masse contre les dangers qui menacent l'environnement et qui sont le produit de la concurrence anarchique et de la course aux profits à laquelle se livrent les capitalistes. Il est du devoir des révolutionnaires de signaler que les revendications avancées par ces mouvements doivent être reprises par le mouvement ouvrier organisé et que la bataille pour les faire aboutir doit être conçue comme faisant partie de la lutte de classe : les révolutionnaires doivent se battre pour que ces mouvements aient une direction qui œuvre à leur liaison avec le mouvement ouvrier, condition de leur succès.

Un mouvement écologiste ne peut fournir à lui seul une réponse à la classe ouvrière et à l'humanité opprimée. Aujourd'hui, le capitalisme fait peser à une échelle de masse la menace de la misère et de la famine, du chômage et d'un anéantissement des bases de la civilisation humaine par une guerre nucléaire. Dans ces circonstances, former ou soutenir un tel parti — qui a pour fondement non la perspective de la prise du pouvoir politique et de l'élimination du capitalisme par la classe ouvrière mais seulement la lutte contre l'énergie nucléaire et ses menaces contre l'environnement et qui n'a aucune position claire envers le mouvement ouvrier — revient objectivement non seulement à affaiblir le mouvement anti-nucléaire selon des clivages d'ordre parlementaire, mais aussi à empêcher ce mouvement de mettre fin à son isolement par rapport aux organisations ouvrières. Ceci ne peut qu'aider les bureaucrates syndicaux à introduire la division entre le mouvement ouvrier organisé et ceux, qui, dans le mouvement anti-nucléaire, s'y réfèrent. Ceci ne peut qu'égarer les militants engagés dans la lutte contre le danger nucléaire dans les méandres de la politique réformiste de collaboration de classe à laquelle peuvent se rallier des forces bourgeoises.

Les élections à venir offrent la possibilité de débattre des perspectives de la lutte des classes et de la stratégie pour le socialisme en Allemagne de l'Ouest, en particulier avec les courants mao-centristes et réformistes de gauche qui sont en crise. Leur principale réponse à la situation présente est soit le soutien à la liste «verte» (écologiste), soit l'abstention, soit céder à la logique du «moindre mal». Les marxistes-révolutionnaires soutiendront tout pas en direction d'actions unitaires sur des questions spécifiques en défense des intérêts de la classe ouvrière, des femmes, de la lutte contre le nucléaire et de toutes les revendications des couches opprimées. Mais ils défendront simultanément la totalité de leur programme pour le pouvoir aux travailleurs et le socialisme, comme seule alternative viable et conséquente au capitalisme et au réformisme. Ceci devient d'autant plus important au moment où une partie significative de l'extrême-gauche et des courants centristes en RFA, non seulement remet en cause la nécessité de construire un parti socialiste mais aussi la capacité de la classe ouvrière à résoudre la crise de la société bourgeoise. Mais, en même temps, ils doivent indiquer à tous les courants de la gauche en RFA que la question stratégique décisive reste celle de briser l'emprise du réformisme sur le gros de la classe ouvrière.

Cet objectif ne sera pas atteint sans une approche correcte des organisations de masse de la classe ouvrière. Une orientation abstentionniste ou sectaire ne peut qu'aider la bureaucratie à garder son influence sur les rangs ouvriers.

Le GIM, section allemande de la IVe Internationale, a toutes les raisons d'être confiant dans les luttes qui se préparent. La puissance et la stabilité économiques, sur lesquelles la classe capitaliste ouest-allemande fonde sa domination politique, subissent de plus en plus de pressions de la part de forces qu'elle ne peut plus contrôler. Malgré la politique du SPD, des directions syndicales et malgré l'exemple du stalinisme en RDA, la classe ouvrière allemande reste socialement et organisationnellement forte. Même si c'est à un rythme plus lent que dans les autres pays capitalistes européens, la conscience politique de la classe commence à changer comme le montre le développement de la combativité des dernières grèves, l'éclatement de conflits entre des groupes de militants syndicaux et la bureaucratie syndicale, le nombre croissant de conflits inter-bureaucratiques et l'influence grandissante que les mouvements des femmes et anti-nucléaires ont sur l'avant-garde ouvrière. La lutte contre l'élection d'un Strauss peut elle-même être utilisée comme un tremplin pour élever la conscience politique et se préparer aux luttes qui auront lieu contre l'offensive capitaliste, quelle que soit l'issue des élections.

Dans ces circonstances, les révolutionnaires doivent allier à une intervention la plus rigoureuse possible aux élections, des efforts décidés pour augmenter leurs forces dans l'industrie et les syndicats où de nouvelles luttes et de nouvelles ouvertures politiques se développeront. En combinant ces deux objectifs, ils peuvent aider à faire faire un bond en avant à la classe ouvrière en terme de conscience politique et préparer plus efficacement les batailles à venir. □

1er juin 1980

EDITORIAL
Les grandes lignes d'un ordre international nouveau, par *Francis Sitel*

Sur la politique internationale de l'URSS, par *Henri Weber*
Guerre et révolution en Afghanistan par *Fred Halliday*
(Article paru dans la *New Left Review*)
Le CORQI et l'Afghanistan : ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire ?, par *J. Lahire*

DEBAT AFGHANISTAN
La réponse marxiste révolutionnaire à la question afghane
La révolution afghane, ses succès et ses problèmes
L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky

La révolution permanente en Afrique, par *C. Gabriel*
Les voies du réformisme, par *J.-M. Vincent*
Fusion LCR - ex-courants de l'OCI
La logique de la terreur, par *Alain Joxe*

DOSSIER
Stages pour les collégiens : une réforme en profondeur de l'Education nationale, par *Philippe Andreu*
Le recentrage des patrons, par *Pierre Reme*
De Jouhaux à Séguy : Réformisme et organisation du travail, par *J.-M. Masson*

# Un résultat électoral inattendu

LE gouvernement LDP (Parti démocrate libéral) japonais, avec à sa tête le Premier ministre Masayoshi Ohira, fut battu lors du vote d'une motion de censure à la Chambre basse, le 16 mai 1980. Le vote favorable à la motion de censure fut obtenu grâce à une scission qui s'est produite au sein du LDP lui-même : 70 des 257 députés du LDP ont boycotté la session lors du vote à la Chambre basse. Le Premier ministre et son cabinet ont donc prononcé la dissolution de la Chambre basse et des élections générales ont été annoncées pour le 22 juin, à la fois pour renouveler la Chambre basse et la Chambre haute (la Chambre haute doit être renouvelée par moitié tous les trois ans). C'est alors qu'est mort soudainement le Premier ministre Ohira, en pleine campagne électorale, à la suite d'une «attaque cardiaque», dans un climat de crise profonde du LDP, parti unique au pouvoir; de plus, de dures luttes de fraction se déroulaient au sein du parti. Lors des dernières élections générales d'octobre pour la Chambre basse, le LDP avait connu une division interne si profonde que deux candidats se présentèrent au premier tour des élections pour le poste de Premier ministre, Ohira, le prédent du parti, nouvellement élu, et l'ancien Premier ministre, Fukuda. La mort d'Ohira symbolise la crise très profonde qui affecte le LDP.

Le résultat des élections générales du 22 juin a cependant surpris tout le monde. Le LDP, durement touché par la crise obtenait 284 sièges sur 511 à la Chambre basse ; il avait une majorité relative de 257 sièges au moment de la dissolution. Le Nouveau club libéral (NCL), qui a été créé lors d'une scission du LDP, après l'affaire de la Lockheed, en 1976, et qui connaissait aussi une profonde crise interne avant les élections, obtenait lui aussi un assez bon résultat : le nombre de sièges qu'il avait à la Chambre basse passait de 4 à 12. Le Parti bouddhiste *Komei* (pour la propreté politique), représentant la petite-bourgeoisie urbaine, parti qui se définit lui-même comme étant *«au milieu de la route»*, a été le plus touché : il a subi une lourde perte, passant de 58 à 33 sièges. Le Parti social-démocrate, l'aile droite de la social-démocratie, n'a pas beaucoup perdu : il passe de 36 à 32 sièges. Ce PSD, qui jouit du soutien total des forces syndicales droitières, est politiquement très proche de la grande bourgeoisie et du LDP.

Le parti qui représente «traditionnellement» la classe ouvrière japonaise au Parlement, le Parti socialiste, a tout juste conservé ses forces à la Chambre basse; il obtient 10 sièges alors qu'il en avait 7 lors des précédentes élections générales d'octobre. Le PS a bénéficié du soutien de la majorité des bureaucrates syndicaux, n'appartenant pas au PC, de la gauche réformiste du *Sohyo* (Conseil général des syndicats). Le Parti communiste a beaucoup perdu, mais le pourcentage des votes qu'il a obtenu reste stable avec un peu plus de 10 % (*Le Monde*, 26 juin 1980).

Cependant, la mort du Premier ministre ne suffit pas à expliquer la victoire électorale du LDP et du NCL. Tout d'abord, l'ancien Premier ministre était le président du LDP — et non du NCL — et pourtant ce dernier a triplé le nombre de ses sièges. Le NCL, dont la base électorale est urbaine et qui avait eu une attitude «critique» à l'égard du LDP, a obtenu des gains importants essentiellement en tant que parti conservateur bourgeois. En second lieu, *«selon un* Mianichi Shinbun *(sondage d'opinion au niveau national, effectué avant la mort du premier ministre), la popularité du cabinet d'Ohira était à son niveau le plus bas (21 %). De plus, le nombre des gens qui ne lui faisait pas confiance, avait augmenté de 15 %, passant à 41 % par rapport à un sondage effectué en septembre dernier, avant les élections générales du 7 octobre. On peut se poser des questions sur le crédit à accorder à ces sondages, mais ils constituent une indication sur le mécontentement du public qui se cristallisait sur le cabinet Ohira parce que celui-ci était au pouvoir»* (*Far Eastern Economic Review*, 13-19 juin 1980).

Ohira était l'un des chefs de fraction en vue du LDP; lui et sa fraction étaient au pouvoir, avec le soutien de tout le parti depuis le célèbre «scandale Lockheed» qui avait éclaté au moment où Tanaka, aujourd'hui inculpé, était Premier ministre. Cette personnalité politique n'a jamais joui d'aucune sympathie auprès du public. Dans l'ensemble, le nombre des votants a été assez élevé (74,5 %), supérieur à celui des dernières élections générales, et les deux partis bourgeois, le LDP et le NCL, ont considérablement renforcé leurs positions à la Chambre basse aux dépens du Parti bouddhiste et du Parti communiste :

## *LE ROLE MYSTIQUE DE LA MORT DU PREMIER MINISTRE*

A première vue, il semble que la «tragédie» de la mort du Premier ministre Ohira ait eu une fonction mystique et ait sauvé le LDP du désastre. On ne peut nier que la mort du premier ministre ait eu un certain impact et provoqué certaines réactions conservatrices dans de vastes couches de la petite-bourgeoisie. En fait, le LDP, dans son ensemble, et ses candidats ont fait preuve de la plus grande hypocrisie afin de tirer profit de cette mort. En voici un exemple grotesque : un candidat du LDP avait demandé que les drapeaux du siège du parti, à Tokyo, soient mis en berne durant la campagne électorale; il portait un ruban noir de deuil et commençait chaque réunion électorale en demandant une minute de silence; de plus il a accusé l'opposition d'être responsable de la mort d'Ohira, en raison des critiques constantes qu'elle avait faites au gouvernement. Mais *«ce candidat du LDP a bien entendu oublié de mentionner son absence lors du vote de la motion de censure contre le cabinet Ohira, le 16 mai, et ce fut, en fait, l'événement qui a provoqué les élections»* (*Far Eastern Economic Review*, 20-26 juin 1980). Comment peut-on expliquer alors les résultats des élections et qu'est-ce que cela signifie en terme de classe ?

## *LES MOUVEMENTS DES MASSES PETITES-BOURGEOISES*

Pour diverses raisons, la participation électorale a été plutôt élevée : la simultanéité des élections pour les deux Chambres, la crise politique trop évidente qui fut révélée par le vote de la motion de censure contre le gouvernement Ohira et la dissolution de la Chambre basse, huit mois seulement après les dernières élections générales, la mort soudaine du Premier ministre en pleine campagne électorale et les développements dramatiques de la situation en Corée du Sud après le soulèvement de la population de Kwangju et la répression sanglante menée par les militaires ont joué.

Les deux partis bourgeois ont obtenu de meilleurs résultats grâce à la petite bourgeoisie qui forme une partie de leur base électorale. Il semble que ce soit la peur qui ait dicté la réponse des masses petites bourgeoises qui se sont repliées sur le conservatisme politique face à une évolution «trop rapide» de la situation vers une crise intérieure et internationale.

L'ensemble de l'évolution politique et sociale au Japon dans les années soixante-dix a largement contribué à la politisation des masses petites-bourgeoises. Elles ont été obligées de s'éveiller à la politique et leurs diverses sources de mécontentement se sont accumulées d'une manière contradictoire. Elles n'ont pas de solution propre ; elles sont hétérogènes et instables quand elles se politisent.

Lors des élections générales d'octobre 1979, le Parti bouddhiste *Komei* avait obtenu de bons résultats qui révélaient le mécontement des masses de la petite-bourgeoisie urbaine. Quant au LDP et au NCL, le premier avait perdu les élections, s'assurant à grand peine une majorité à la Chambre basse grâce aux conservateurs indépendants, et le deuxième avait reçu un coup presque mortel. Leur soutien traditionnel, la petite-bourgeoisie «silencieuse», eut une attitude passive à l'égard du LDP et du NCL, né d'une scission dans les villes; ce dernier exprimait ainsi son mécontentement et son scepticisme à l'égard de la politique de la bourgeoisie conservatrice et corrompue. Mais, lors des élections du 22 juin, cette même petite-bourgeoisie a fait un revirement spectaculaire, recherchant une «stabilité» politique illusoire, effrayée par la profondeur de la crise. Ce qui est important, ce n'est pas la mort du premier ministre en elle-même, mais les circonstances internationales au cours desquelles il est mort. Cette fois, le parti *Komei* a été touché très durement, le LDP et le NCL ont obtenu des gains importants.

En moins de dix mois, la même petite-bourgeoisie a voté d'une manière complétement contradictoire. Et nous devons en conclure que le LDP ne s'est jamais renforcé au niveau social et politique par rapport à sa base de classe, que rien n'est résolu d'une manière tant soit peu définitive en termes de rapports de forces et que, par conséquent, la crise du LDP et de la grande bourgeoisie risque de continuer indéfiniement.

## LA CLASSE OUVRIERE ET LES ELECTIONS

Il y a trois partis dont la base principale est représentée par la classe ouvrière : le PSD, le PS et le PC.

Le PSD, l'aile droite de la sociale-démocratie japonaise, jouit du soutien total des syndicats droitiers au sein de l'industrie : environ quatre millions de travailleurs sont sous l'influence de ces syndicats droitiers. Le PSD est un parti marginal au Parlement depuis le début des années soixante et il est devenu une force parlementaire seulement à la fin des années soixante-dix. Maintenant, il apparaît que ce parti s'est renforcé et qu'il représente le tiers des forces du Parti socialiste sur le terrain électoral, dans les couches «aisées» de travailleurs des grandes industries. C'est-à-dire que cette couche de travailleurs semble s'être cristallisée dans un courant politique distinct au sein du mouvement ouvrier japonais.

Le Parti socialiste a, lui, conservé ses forces au Parlement dans le contexte d'une avancée significative du LDP et du NCL. Le PS a connu un processus d'affaiblissement constant depuis le milieu des années soixante ; en particulier en 1976-1977, il a connu une nouvelle crise face à son électorat traditionnel qui représentait environ trois millions de votants du *Sohyo* et qui était en majorité composé d'ouvriers et d'employés du secteur public. La situation du PS et de la direction du *Sohyo* est réellement désastreuse comme l'explique l'article suivant de Goro Hayashi. Malgré cela, nous devons dire que les travailleurs du *Sohyo*, colonne vertébrale du mouvement ouvrier japonais, se sont mobilisés et ont empêché des pertes plus importantes pour le PS ; les travailleurs du *Sohyo* ont fait un vote de classe. Le PC, qui est un courant minoritaire au sein du *Sohyo*, perd beaucoup mais conserve sa base électorale.

Ainsi les travailleurs du *Sohyo* ont bien répondu en termes de classe. Mais la question centrale est celle de leur direction ; c'est l'orientation du PS, celle des bureaucrates syndicaux du *Sohyo* et la ligne politique du PC qui ont été battues lors des élections du 22 juin car elles ont été incapables de constituer un pôle ouvrier puissant pour les masses petites-bourgeoises et n'ont ainsi pas réussi à gagner des couches de la petite-bourgeoisie. Les lecteurs pourront se rendre compte dela gravité de la situation dans l'article suivant.

# Un nouveau développement de la crise politique japonaise

**(Cet article a été rédigé avant la mort du Premier ministre Ohira. Nous devons donc attendre une analyse plus approfondie des résultats des élections par nos camarades japonais.)**

Goro HAYASHI

LE 16 mai 1980, la Chambre basse votait la motion de censure contre le cabinet Ohira. Cette motion avait été présentée par le Parti socialiste (PS) et appuyée par tous les partis de l'opposition. On pensait qu'elle serait repoussée à une large majorité mais on eut la surprise d'apprendre que 70 membres du Parti démocratique libéral (LDP — le parti bourgeois au pouvoir) étaient absents de la Chambre au moment du vote. Le résultat du vote fut donc de 243 pour et 187 contre.

Parmi ceux qui avaient boycotté le vote, on trouvait l'ancien Premier ministre, Takeo Fukuda, et Takeo Miki. Ils exprimaient ainsi leur désaccord à l'égard de l'attitude indécise d'Ohira lors des derniers scandales politiques. Ils ont formé la «ligue de rénovation du LDP». En fait, le LDP se trouve maintenant de fait divisé. Cette scission révèle qu'aucune fraction au sein du parti n'est capable d'apporter une solution à la crise structurelle de la bourgeoisie.

C'est la première fois depuis 27 ans qu'une motion de censure a obtenu la majorité. Le gouvernement a pris la décision de dissoudre la Chambre des représentants (la Chambre basse) au lieu de démissionnner. Des élections générales furent annoncées pour le 22 juin et elles devaient avoir lieu en même temps que celles pour la Chambre haute, prévues à l'origine pour le 29 juin.

Le mécontentement grandit face à la politique du LDP après une succession de scandales («règne de la ploutocratie», augmentation du coût de la vie, accroissement du chômage, etc.). Le gouvernement LDP a appliqué une politique d'augmentation des dépenses d'armements dans le cadre du Traité américano-japonais sur la sécurité qui est un défi au pacifisme profond qui règne au sein des masses. Dans le même temps, une rationalisation sévère est à l'ordre du jour dans les entreprises publiques et les administrations au nom de la «normalisation du statut financier». Il y a aussi les attaques sur les salaires ce qui provoque la colère de couches de plus en plus larges.

Après les élections générales de novembre dernier, où le LDP pour la première fois depuis 30 ans, avait perdu la majorité (il est cependant parvenu à garder une majorité par la reconnaissance de plusieurs députés indépendants), les luttes au sein du LDP se sont faites plus dures. La fraction anti-majoritaire conduite par Fukuda et Miki, s'est opposée, après les élections, à la réélection d'Ohira comme Premier ministre lors d'une session de la Chambre basse. Ils ont ouvertement dénoncé Ohira comme responsable de la défaite.

La lutte interne s'est accentuée après le vote de la motion de censure. Ce n'est pas un hasard si la chute du gouvernement LDP a eu lieu au moment où la situation était critique en Corée du Sud. Dans la situation actuelle, la crise de la classe dirigeante japonaise et celle du régime militaire sud-coréen se trouvent inséparablement liées l'une à l'autre. La lutte des ouvriers et des paysans sud-coréens contre ce qui subsiste du régime de Park est un coup sérieux pour l'impérialisme japonais qui s'est efforcé de soutenir le régime militaire sud-coréen afin de maintenir son emprise politique et économique dans ce pays. D'un autre côté, la lutte des masses japonaises contre le gouvernement capitaliste touche aussi le régime militaire de Chon Doo Hwan, en s'attaquant à ses bases à l'extérieur, et en encourageant le mouvement démocratique des masses sud-coréennes.

A cette occasion, de nombreux ouvriers, des étudiants, des groupes de gauche ainsi que des chrétiens ont lancé une campagne pour le soutien aux luttes en Corée du Sud. De nombreux Coréens résidant au Japon sont à la tête de cette mobilisation. Presque chaque jour, il y a des manifestations, des meetings et des piquets devant l'ambassade de Corée du Sud.

Le déclin du gouvernement LDP a commencé avec la crise du gouvernement en 1974-76. L'instabilité en Asie du Sud-Est après la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, s'est révélée une source de difficultés pour la classe dominante japonaise. En même temps, la «crise du pétrole» a durement frappé l'économie japonaise en mettant en lumière la fin de la «croissance économique rapide. La combativité de la classe ouvrière a augmenté et a atteint son point le plus élevé lors de la grève de huit jours menée par les travailleurs du secteur public, y compris les travailleurs des chemins de fer, en novembre 1975. La révélation du scandale *Lockheed*, en 1976, dans lequel l'ancien Premier ministre Kakuei Tanaka, était impliqué, a mis le gouvernement LDP au bord de l'abîme.

Mais la crise de 1974-76 n'a pas provoqué la chute immédiate du gouvernement LDP. Plusieurs éléments en ont retardé l'échéance. Au niveau international, la coexistence pacifique entre les Etats-Unis, le Japon et la Chine a contribué à diminuer les effets de la défaite de l'impérialisme américain. Depuis la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, en 1972, les dirigeants chinois ont sans cesse encouragé la politique impérialiste et le rôle militaire du Japon en Asie. Ils ont en particulier mis l'accent sur le Traité américano-japonais sur la sécurité, et la nécessité du renforcement de la force d'auto-défense du Japon, afin de stabiliser le statuquo en Asie. Ce changement soudain dans la diplomatie des dirigeants chinois a provoqué une confusion dans la classe ouvrière japonaise qui a toujours lutté contre toutes les tentatives de militarisation entreprises par les capitalistes. Les dirigeants réformistes ont commencé à déserter le terrain des luttes anti-impérialistes et à revoir leur jugement à l'égard du Traité sur la sécurité et l'auto-défense, utilisant le prestige de la révolution chinoise comme prétexte.

Le Parti socialiste et les dirigeants du *Sohyo* (le conseil général des syndicats japonais, — gauche réformiste) ont appelé plus ouvertement à la collaboration de

classe demandant l'auto-réduction des salaires et révélant ainsi leur incapacité à mobiliser la classe ouvrière pour renverser le gouvernement LDP. Ils ont appelé à la répression des luttes au niveau des usines. Ils ont peur que la combativité des travailleurs de la base échappe à leur contrôle. Leur politique traditionnelle de dévoiement de la combativité des masses, en ne proposant que de faire pression sur les capitalistes pour obtenir de minces concessions, a perdu toute crédibilité étant donné que les bases matérielles de cette politique se sont effondrées avec la fin de la croissance économique rapide de l'économie capitaliste japonaise.

Le Parti communiste a apporté sa contribution à cette trahison par son attitude hostile et sectaire à l'égard du mouvement de masse et son adaptation au sentiment anti-ouvrier qui règne chez la petite bourgeoisie. Le PC a lancé une campagne de dénonciation du mouvement de libération du *Burakumin* (les hors-castes japonais). Ils ont aussi lancé une campagne réactionnaire pour la limitation du droit de grève des enseignants et des travailleurs des entreprises publiques.

Le gouvernement Fukuda, qui a remplacé le gouvernement Miki à la fin de 1976, a entrepris une offensive contre les travailleurs. Alors que le gouvernement Miki n'avait fait que retarder la crise en donnant partiellement satisfaction aux revendications des ouvriers et des paysans, la politique de Fukuda fut plus ouvertement agressive. Fukuda a essayé d'unifier les forces politiques bourgeoises et de réprimer tout mouvement de masse indépendant. Il est arrivé à diminuer la résistance de l'appareil réformiste.

Face à la crise de l'économie capitaliste japonaise et à l'attitude intransigeante du gouvernement, les dirigeants réformistes ont eu tendance à éviter tout affrontement de classe. Les dirigeants du *Sohyo* ont mis en avant l'idée d'un gouvernement de coalition qui comprendrait le PSD (parti pro-impérialiste) et le Parti *Komei* (parti bouddhiste petit-bourgeois), mais en excluant le PC. Ils ont aussi commencé à coopérer avec le gouvernement dans la rationalisation des administrations et des entreprises publiques, en particulier des chemins de fers japonais. Ils voulaient ainsi se montrer dignes de la confiance des capitalistes. Ces initiatives prises par les dirigeants du *Sohyo* ont déclenché une redistribution très sévère des forces politiques et du mouvement syndical qui s'est heurté à certains secteurs du PS lui-même. Dans le même temps, un courant indépendant actif se développait. Ce courant a grossi depuis la lutte de Sanrizuka (la lutte contre le nouvel aéroport de Narita), les luttes contre la rationalisation du travail dans le secteur public et les luttes très combatives qui ont été menées dans de petites entreprises, en particulier de la métallurgie.

Maintenant il se regroupe autour d'un «Bulletin ouvrier» qui est publié deux fois par mois et qui compte près de 10000 lecteurs. Le comité de rédaction de ce bulletin comprend certains ex-dirigeants très connus du *Sohyo*. Il a appelé à la construction d'un mouvement des travailleurs sur une base de lutte de classe. Il appelle aussi à la coordination des luttes au niveau national aussi bien que local. Les militants regroupés autour de ce bulletin ont été actifs dans la lutte de Sanrizuka, dans la campagne de solidarité avec les masses laborieuses d'Asie et dans le mouvement anti-nucléaire.

Tout de suite après être entré en fonction, Fukuda a accéléré la procédure de mise en service de l'aéroport de Narita qui avait été suspendue pendant longtemps en raison de la lutte que les fermiers et de nombreux militants avaient menée sans faillir. Fukuda a essayé de rétablir le prestige des autorités en écrasant ces forces militantes.

Mais cette tentative a eu une issue inattendue. Le 26 mars 1978, les militants, sous la direction de la LCRJ (Ligue communiste révolutionnaire japonaise), section japonaise de la IVe Internationale, et d'autres organisations d'extrême-gauche ont investi l'aéroport et ont occupé pendant quelques heures la tour de contrôle, ce qui a obligé Fukuda à retarder encore l'ouverture de l'aéroport. Cette action spectaculaire a été un encouragement pour de nombreux secteurs de masse et a accentué la crise du gouvernement. Les luttes internes se sont développées dans le LDP. Malgré une violente répression contre la lutte de Narita, y compris le licenciement des travailleurs arrêtés, répression à laquelle s'est associée la bureaucratie syndicale, un courant de sympathie s'est largement développé chez les militants de base. Cela fut apparent lors du boycottage massif contre le sous-marin nucléaire *Mutsu*, la lutte des conducteurs de locomotives du district de Chiba contre le transport du combustible jusqu'à l'aéroport et la grève du zèle menée par les postiers contre le «mouvement de *Marusei*» (un mouvement visant à organiser les travailleurs pour soutenir les patrons afin d'imposer la discipline dans les ateliers et à démobiliser les travailleurs). Autre exemple de cette sympathie, la pétition pour la libération des militants qui ont occupé la tour de contrôle et qui sont en prison depuis lors, a recueilli, à la fin de 1979, plus de 13000 signatures en deux ou trois mois.

Les critiques de la politique de Fukuda sont venues du LDP lui-même, ce qui a provoqué l'échec de la candidature de Fukuda à la présidence du parti en décembre 1978. Sous le gouvernement d'Ohira, qui prit la place de celui de Fukuda, avec l'appui total de l'ancien Premier ministre, Kakuei Tanaka, la désintégration du LDP s'est accentuée. Une redistribution des forces politiques et syndicales était aussi à l'œuvre. Les partis d'opposition ont mis en avant l'éventualité d'un gouvernement de coalition. Le PSD (parti social-démocrate — aile droite de la social-démocratie) et le Parti *Komei* se préparèrent à participer à un gouvernement de coalition avec le LDP ou une partie de celui-ci. Ils ont renforcé leur attitude anti-ouvrière. Ils ont aussi poussé les dirigeants du PS et du *Sohyo* à rompre les relations avec le PC, comme preuve de la bonne volonté du PS à prendre en charge la stabilisation de la domination capitaliste.

Le PS, de son côté, établissait des relations plus étroites avec le PSD et le *Komei*. Parallèlement, le processus de «réunification» des syndicats était accéléré. C'est un effort d'unification entre l'aile droite et l'aile gauche réformiste au sein de l'appareil réformiste.

Il existe deux principales centrales syndicales nationales. L'une est le *Sohyo* (le conseil général des syndicats japonais) qui soutient le PS mais dont certains syndicats sont dirigés par le PC et qui comprend aussi la Fédération japonaise des travailleurs de la métallurgie qui participe à l'IMF-JC (Comité japonais de la Fédération internationale des métallurgistes — organisation pro-impérialiste). L'autre est le *Domei* (Confédération japonaise du travail — organisme droitier pro-impérialiste et pro-capitaliste) qui soutient le PSD. Dans les années 60, le *Domei* et l'IMF-JC ont pris le contrôle total des principaux syndicats du secteur privé, main dans la main avec les patrons. Depuis la fin des années 60, il y a eu des affrontements très violents entre des militants ouvriers du *Sohyo* et des jaunes du *Domei*. Mais ce dernier n'a pas réussi à obtenir la majorité dans le secteur public. De jeunes travailleurs du *Korokyol* (Conseil national des syndicats des entreprises du secteur public) ont lutté contre les attaques violentes du gouvernement et du *Domei* à la fin des années 60 et au début des

années 70. Le premier projet d'unification des syndicats sur une base pro-impérialiste fut alors mis de côté.

Mais, depuis le début des années 70, les dirigeants du *Sohyo* ont repris leurs efforts pour parvenir à une réunification. Les dirigeants des syndicats des télécommunications qui furent les principaux agents de la collaboration PS-DSP-*Komei* ont essayé de coopérer avec le gouvernement dans la mise en œuvre de la rationalisation et de renforcer leur contrôle bureaucratique sur les travailleurs afin de préparer la route à la réunification. Les dirigeants du Syndicat des chemins de fer ont aussi essayé de participer à cette entreprise. Aujourd'hui où la rationalisation dans le secteur public — ce qui implique des dizaines de milliers de licenciements — est devenue une nécessité immédiate pour le gouvernement capitaliste, en raison de l'énorme déficit financier, les dirigeants du JNR cherchent à éviter de provoquer des sentiments anti-syndicaux chez la petite-bourgeoisie en acceptant une «rationalisation raisonnable». Dans le même temps, ils veulent prouver à la classe capitaliste qu'ils sont capables de gouverner, afin de prendre l'initiative de la réunification des syndicats et de jouer un rôle déterminant dans la redistribution des forces politiques.

Mais ce processus de réunification rencontre de nombreuses difficultés. L'une d'elles réside dans les intérêts contradictoires des bureaucrates de chaque syndicat. Le *Domei* et l'IMF-JC sont d'accord pour exclure du processus tous les syndicats combatifs. De plus, le PC répond à ce tournant droitier des dirigeants du *Sohyo*, en appelant à la constitution d'une autre fédération nationale à laquelle quelques syndicats seulement ont répondu favorablement. Les dirigeants du *Sohyo* dénoncent cette démarche comme une orientation scisionniste mais sans cacher leur intention d'expulser les syndicats qui suivraient la ligne du PC. Récemment il y eut un affrontement violent entre des dirigeants du syndicat des enseignants de Tokyo dirigé par le PC et des dirigeants du syndicat national des enseignants dirigé par le PS, courant principal du *Sohyo*, concernant la participation du premier à une nouvelle Fédération nationale appelée par le PC. Cet affrontement s'est soldé par la division du TTU (Syndicat des enseignants de Tokyo).

L'autre difficulté est qu'il y a encore à la base une forte résistance à cette réunification et chez certains dirigeants du *Sohyo* même qui veulent maintenir une ligne de classe. Un conflit ouvert a maintenant commencé entre tendances dans le *Korokyol*.

Dans ce conflit, le courant gauche de lutte de classe devrait intervenir d'une manière unitaire. A Miyagi et à Fukushima au nord-est, les travailleurs des télécommunications ont déjà entrepris une lutte contre le contrôle bureaucratique. Ils ont été expulsés de leur syndicat parce qu'ils avançaient qu'il était nécessaire que la classe ouvrière montre sa solidarité en participant à la lutte de Sanrizuka et aux luttes contre la rationalisation, contre les bureaucrates. Ils essayent maintenant de lutter contre les bureaucrates syndicaux et contre la réunification droitière des syndicats. Ils démontrent ainsi que cette réunification ne signifie que le renforcement du contrôle contre les activités de la base.

L'un des principaux enjeux des dernières élections fut l'augmentation des impôts proposée par Ohira. Ohira et la classe dominante dans son ensemble doivent faire face à un déficit sans cesse croissant, dû soi-disant au prix du riz (qui est supporté par les finances de l'Etat), au système d'assurance sociale et au déficit des chemins de fer nationaux. Ils ont essayé de surmonter cette situation en pénalisant les travailleurs et les paysans ainsi que la petite bourgeoisie urbaine. La défaite relative du LDP aux élections de novembre 1979 montre que celui-ci est en train de perdre son soutien au sein de la petite bourgeoisie des zones urbaines et rurales.

Le Parti socialiste fait de gros efforts pour montrer son dévouement au système capitaliste afin que la classe dominante reconnaisse son aptitude à gouverner. Il a finalement abandonné sa politique de «coalition de tous les partis d'opposition» qui comprenait le PC. De plus, Asukata, président du PS, a récemment proposé à son parti de «suspendre» son opposition au Traité américano-japonais sur la sécurité, afin de rendre plus facile la construction d'une coalition solide PS-DSP-*Komei*. Mais le PSD a fraîchement accueilli cette proposition. Il soutient que le PS ne devrait pas seulement «suspendre» son opposition mais y renoncer totalement. D'un autre côté, il y a encore de grandes résistances à ce tournant à droite dans les rangs du PS.

La bourgeoisie ne peut pas non plus faire confiance au PSD et au *Komei*. Le PSD est un ferme défenseur des intérêts capitalistes, plus encore que le LDP, en particulier sur la question de la défense nationale. Mais son influence est limitée à des couches supérieures de travailleurs des grandes compagnies, comme la métallurgie, l'automobile, la construction navale, etc. Et même dans ces secteurs, une résistance se développe chez les travailleurs comme on l'a vu lors de la longue grève, au début de l'année, de l'industrie lourde de l'entreprise *Sasebo* qui reçut un soutien massif. Il est évident que le PSD n'a pas les moyens de contenir la combativité des travailleurs, en particulier de ceux du secteur public et des petites industries privées, en raison de sa politique trop anti-ouvrière et pro-impérialiste.

Il en est de même pour le Parti *Komei*; sa nature religieuse et petite bourgeoise est un obstacle à l'expansion de ce parti. Il a joué un rôle important en séparant dans les zones urbaines la petite bourgeoisie de la classe ouvrière et en obligeant le PS à rompre avec le PC. Mais il a peu d'influence dans les syndicats.

Alors, dans ces conditions, le commencement d'une ère de gouvernement de coalition signifierait aussi le commencement de réelles confrontations de classe. Et la dynamique de ces affrontements provoquerait une rupture entre les partis réformistes et les dirigeants. En d'autres termes,

une occasion réellement énorme s'offre maintenant aux révolutionnaires.

Dans cette situation, le besoin le plus urgent de la classe ouvrière est la construction d'une alternative évidente au gouvernement capitaliste et à une «coalition modérés-conservateurs» ou «coalition modérée».

Il est donc nécessaire de construire une tendance organisée de lutte de classe qui est déjà à l'état embryonnaire, autour de la lutte de Sanrizuka et du «Bulletin ouvrier». Ce courant doit maintenant intervenir activement dans le processus de recomposition du mouvement syndical.

Bien que les luttes ouvrières pour des augmentations de salaires aient été battues au long des six dernières années et que les attaques contre l'emploi et les droits syndicaux se soient renforcées, le rapport de forces n'est pas favorable à la bourgeoisie. La crise actuelle de la bourgeoisie est étroitement liée à la crise de domination que connaît l'impérialisme en Asie de l'Est et de l'Ouest. Ce qui est en jeu, c'est la réorganisation structurelle de l'appareil d'Etat du Japon afin de l'adapter aux changements considérables qui sont intervenus dans la situation internationale.

Les dirigeants réformistes du PS et du PC en arrivent à défendre l'intérêt national. Ils appellent maintenant à soutenir la campagne anti-soviétique nationaliste lancée par la bourgeoisie. Par conséquent, ils ne peuvent pas combattre avec efficacité le courant pour la militarisation, pas plus que les attaques menées contre les salaires, et contre les droits démocratiques, l'augmentation des prix, faites au nom au nom de la crise nationale.

La bourgeoisie cherche un moyen de stabiliser la situation en Asie de l'Est et de minimiser les effets des bouleversements intervenus en Asie de l'Ouest. Elle fait confiance à la politique étrangère réactionnaire menée par la direction chinoise et à la coexistence pacifiqui est à l'ordre du jour entre les Etats-Unis, le Japon et la-Chine contre la menace soviétique. Mais les luttes des masses en Asie de l'Est, en particulier celle du peuple coréen, sont un défi à cette politique même.

Ainsi le front de lutte de classe qui est à construire devra tout d'abord être fondé sur l'internationalisme, au travers des luttes sans compromis contre les accords réactionnaires passés entre les impérialistes et leurs alliés.

Alors que les dirigeants réformistes abandonnent toute lutte effective contre le gouvernement capitaliste, c'est sur les épaules de la classe ouvrière que repose la nécessité de mener ces luttes, sur ce courant combatif de lutte de classe, pour la défense du niveau de vie et des droits politiques, économiques et syndicaux de la classe ouvrière.

La Ligue communiste révolutionnaire japonaise appelle à un front unique sur ces trois tâches prioritaires : la solidarité avec le peuple coréen et la lutte contre le Traité américano-japonais sur la sécurité et l'auto-défense; les luttes pour la victoire finale du mouvement contre l'aéroport de Narita et la mise en échec des projet de construction d'une seconde desserte autoroutière et d'un pipe-line, forçant ainsi le gouvernement et les autorité de l'aéroport à abandonner définitivement l'aéroport; la défense, face aux capitalistes, à l'inflation et à la politique d'austérité, du niveau de vie des masses laborieuses.

Une manifestation de solidarité avec le peuple coréen était prévue pour le 15 juin; ce devait être un grand pas en avant dans la construction de ce mouvement. Un autre temps fort sera la période de juin à septembre, contre l'offensive du gouvernement qui comprend plusieurs campagnes nationales, telles que la «signature par un million de personnes» de la pétition contre la seconde autoroute de l'aéroport de Narita, lancée par la Ligue des fermiers de Sanrizuka-Shibayama ›□

Mai 1980

*Brésil*

# Après la grève des métallos, le premier congrès du PT

Daniel BENSAID

LES quarante et un jours de grève des métallurgistes de l'ABC, en avril et mai derniers, ont arraché le masque de l'ouverture dont cherchait à se parer la dictature militaire.

La suspension et l'arrestation des dirigeants syndicaux, l'occupation de leurs locaux, ont confirmé le refus des droits les plus élémentaires de grève et d'association. Plus de mille travailleurs actifs dans la grève ont été arbitrairement licenciés et certains projets gouvernementaux prévoient un assouplissement étroitement contrôlé du statut de travail, avec maintien d'un encadrement strict de la classe ouvrière.

Le gouvernement a d'autre part confirmé l'ajournement des élections municipales initialement prévues pour la fin de l'année en cours, sans toutefois préciser si les maires en exercice resteraient à leur poste ou s'ils seraient purement et simplement remplacés par des maires nommés. Alors que l'amendement sur le retour à l'élection directe des gouverneurs d'Etats n'a toujours pas été adopté, malgré le soutien de députés du parti gouvernemental (PDS), alors que leur chef de file Flavio Marcilio prône le retour à l'immunité parlementaire, une procédure de cassation a été engagée contre le député d'opposition Joao Cunha, seulement pour avoir traité de «bande de clowns» la douzaine de généraux les plus hauts placés. Les élus du Parti démocratique du travail (PTD) de Leonel Brizola, sont également frappés de poursuites pour avoir qualifié les juges du tribunal électoral qui leur ont confisqué le sigle du PTB, de «pots de chambre du pouvoir».

Toute la presse s'attend à de nouveaux durcissements du régime aussitôt après la visite du pape.

Cette éventualité est renforcée par le fait que la récession est quasi certaine au Brésil pour le second semestre de l'année.

La dette extérieure, qui d'après certaines sources officieuses aurait déjà atteint en 1979 54 milliards de dollars au lieu des 50 officiellement reconnus, aurait encore augmenté de 2 milliards pendant les quatre premiers mois de l'année. Elle dépassera largement les 60 milliards à la fin de 1980. Le taux d'inflation,

qui a dépassé les 94 pour cent de mai 1979 à mai 1980, tend irrésistiblement à percer le plafond de 100 pour cent. Le taux de chômage dans la population active de Rio et de Sao Paulo atteindrait respectivement 8 et 7 pour cent selon de récentes statistiques plus fiables que les précédentes.

Pour le moment, la politique du ministre de l'Economie, Delfim Neto, qui consiste à engager le Brésil dans la bataille de la concurrence internationale pour l'exportation (en tirant parti des récentes dévaluations du cruzeiro), ne semble pas fondamentalement modifiée. Les perspectives de coopération accrue avec l'Argentine et les pressions des grandes multinationales se conjuguent pour pousser à un abaissement des taxes à l'importation. Ainsi, Ford veut obtenir pour ses chaînes de montage le droit d'importer 35 à 50 pour cent des composants au lieu des 15 pour cent actuels. Une partie du patronat brésilien lui-même envisage ce défi de la concurrence internationale comme un stimulant bénéfique pour le capital brésilien, trop enclin par les lourdes protections étatiques à somnoler dans des placements spéculatifs.

Les partisans d'un redéploiement plus énergique semble avoir marqué des points. Vidigal, partisan d'un repli de l'Etat, supplante De Nigris, plus lié à l'appareil d'Etat. Le général Serpa, chef d'état-major, considéré comme ultra-nationaliste, a été mis à la retraite anticipée. Le gouvernement vient en outre de décider une réduction de 15 pour cent de l'investissement des compagnies publiques.

Une concurrence internationale plus libre portera des coups prévisibles à certains secteurs archaïques de l'appareil de production (comme ce fut le cas en Argentine), mais elle ne signifierait pas nécessairement la même austérité pour tous les secteurs de la classe ouvrière. Les multinationales ont fait au Brésil des investissements durables, misant sur les ressources du marché intérieur. Les exportations de la *Volkswagen* brésilienne ne représentent déjà que 10 pour cent de son chiffre d'affaires. Ces firmes ont donc la possibilité d'accorder des concessions salariales pesant dans le sens de la différentiation de la classe ouvrière et de l'essor de la consommation. Certaines qui souhaitaient négocier avec les métallurgistes en grève, en ont été empêchées par le gouvernement, par crainte des effets politiques et sociaux en chaîne que pourraient avoir des concessions substantielles:

Si les banquiers internationaux manifestent une certaine inquiétude devant l'épuisement du miracle brésilien et si certains d'entre eux préfèrent couper les crédits pour mieux répartir leurs risques sur le plan international, leur réunion au sommet à Londres à la mi-juin, a confirmé leur soutien à l'économie brésilienne. Nicolas Barletta, président de la Banque mondiale pour l'Amérique latine, a clairement recommandé la poursuite des investissements au Brésil, de même que son collègue Bolin, vice-président de la Banque d'Amérique. Quand à Helmut Beckerman, l'un des directeurs de la *Deutsche Bank*, fortement engagée au Brésil (notamment dans le programme nucléaire), il déclarait : «*Les banques sérieuses ne vont pas dans un pays pour quelques mois, mais pour des années. Nous sommes prêts à aider nos amis dans les mauvais moments comme dans les bons*». Ces prises de positions ne peuvent que conforter les capitalistes brésiliens dans l'idée que «*tant que General Motors ne fera pas faillite, le Brésil ne fera pas faillite*».

Pour se préparer à affronter ces nouveaux bouleversements, le mouvement ouvrier renaissant doit affirmer et consolider son indépendance. Il doit également engager sans délai ni concession la lutte pour le renversement de la dictature militaire et pour imposer les libertés démocratiques. Ce sont là les axes les plus immédiats de la mobilisation.

La première rencontre nationale du PT s'est tenue à Sao Paulo, le dernier week-end de mai. Les 400 délégués représentaient déjà plus de 26000 militants organisés dans 23 Etats. Les conditions de reconnaissance légale étant réunies dans 12 Etats, il ne paraît pas impossible de réunir pour les élections législatives prévues en 1982 les conditions de légalisation de parti à l'échelle nationale, malgré les obstacles juridiques prévus par la loi sur les partis politiques.

Le texte programmatique adopté par cette rencontre du 29 mai, pour «*une société sans exploitation*», est plus flou que les documents de fondation du Parti des travailleurs. Il définit le PT comme un «*parti différent de ceux que les puissants ont imposés par le passé et tentent d'imposer aujourd'hui, un parti fait par nous et pour conduire nos luttes, un parti des travailleurs*». Mais la formule populaire d'un «*parti sans patrons*» a disparu, de même que la référence au socialisme. La perspective centrale avancée ne va pas au-delà de la conquête de la démocratie.

Si la perspective d'une centrale unique des travailleurs est maintenue dans la plateforme de lutte, les revendications portant sur les nationalisations des secteurs clés de l'économie et des multinationales, ont disparu, de même que le contrôle ouvrier qui figurait dans les textes précédents.

Le mot d'ordre d'Assemblée constituante disparaît de la plateforme alors que tous les partis de l'opposition respectueuse, qui en font mention dans leurs programmes officiels, se gardent bien d'engager la lutte sur ce point au moment où la négation des libertés élémentaires le met plus que jamais à l'ordre du jour. Enfin la formule de «*gouvernement des travailleurs*» disparaît au profit «*d'une alternative de pouvoir pour les travailleurs et les opprimés*».

Mais si la grande presse a salué ce congrès comme une victoire des modérés, regroupés autour de Lula, plus que jamais auréolé de l'énorme prestige des métallos de l'ABC, sur les courants d'extrême-gauche, ce n'est pas à partir d'une exégèse de textes. C'est bien davantage au vu de la direction issue de la rencontre : il s'agit d'une liste homogène conduite par Lula, d'où disparaît Paolo Skromov, dirigeant du syndicat du cuir de Sao Paulo, qui symbolise depuis le début la conception la plus radicale et classiste du PT.

Cette éviction devait soulever la protestation d'une série de délégués, dont le porte-parole, Raul Pont, déclarait dans une intervention lue au moment de l'élection : «*Il ne s'agit pas de votes nominaux ou d'inclusions de noms plus indiqués, mais clairement de l'exclusion de camarades identifiés à une conception déterminée du Parti des travailleurs. Quelle est cette conception ? Simplement la conception qui a présidé au lancement du PT : celle selon laquelle notre parti est un mouvement pour l'indépendance politique des travailleurs, un effort des travailleurs pour construire un parti à nous, sans patrons, qui lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement des travailleurs. Celle selon laquelle le PT est un parti, et non un front de groupes de gauche ou un front populaire. Telle est la conception du PT aujourd'hui exclue de la commission de direction provisoire*». □

*Document Brésil*

# Un interview de Lula au *Guardian*

**Nous publions ci-dessous, à titre de document, l'interview accordée par Lula au journal britannique *Guardian*, à sa sortie de prison: L'interview a été publiée le 24 juin.**

**Jonathan Power.— Est-ce que la grève générale a été un échec ?**

Lula.— *Dans peu de pays, la classe ouvrière a remporté une victoire aussi grande que celle que nous avons remportée au Brésil ; je ne pense pas que, dans un autre pays, on ait connu une grève de quarante jours — sans soutien financier — affrontant l'armée et la police qui se sont conduites face à la grève comme au cours d'une campagne militaire — utilisant toutes sortes d'armes, des mitrailleuses, des grenades, tout sauf les canons !*

*Je pense que la classe ouvrière a fait tomber le masque du régime. Je crois que nous assisterons dans deux ou trois ans à la satisfaction des revendications des travailleurs de l'automobile. La situation est intenable pour le gouvernement. Nous pouvons voir clairement combien il a été éprouvé par cette grève.*

*Nous étions certains que nous pourrions gagner, sinon des avantages économiques, du moins des avantages politiques qu'il nous aurait fallu dix ans pour conquérir. Ce fut un signe très important, ce qui s'est passé ici le 1er mai, lorsque les femmes des métallurgistes, avec leurs enfants et des fleurs à la main, se sont affrontées à la police qui essayait d'empêcher une manifestation des ouvriers.*

*L'an prochain, les ouvriers seront prêts à faire 80 jours de grève, au lieu de 40, et 120 l'année suivante.*

*J'ai le sentiment que rien, pas plus le fait d'être jeté en prison, ni même être torturé, n'est plus émouvant que le fait de s'adresser aux travailleurs.*

*Les nôtres sont sans argent maintenant. Ils n'ont pas reçu de salaire depuis le 1er avril. Et ils ne seront payés que le 10 juillet. Et alors ils ne toucheront qu'un salaire correspondant à 18 jours de travail. Mais si nous allons dans les usines et leur disons d'arrêter le travail, ils le feront tout de même.*

**JP.— On dit que vous représentez la couche des travailleurs les mieux payés et que votre lutte n'est pas celle de la large majorité des travailleurs du Brésil.**

L.— *Je ne nie pas que les ouvriers de San Bernardo (la banlieue industrielle de Sao Paulo) soient une élite. Mais vous devez comprendre ce que cela signifie. Etre une «élite» ne veut pas dire que vous soyez bien payés, mais que les ouvriers brésiliens sont très mal payés. Ainsi si le salaire mensuel minimum est de 80 dollars, ceux qui gagnent 100 dollars n'ont pas un salaire élevé.*

**JP.— Je peux vous assurer, après avoir parlé avec des gens du secteur bancaire et économique, que le gouvernement est déterminé à réduire les salaires des travailleurs. Est-ce que cela signifie, si cela s'avère, que le Brésil est au bord du précipice, au niveau politique ?**

L.— *Ce n'est pas une vérité née avec les années 80, aussi loin que je puisse me souvenir, cela a toujours été vrai. Le gouvernement brésilien a toujours essayé d'écraser la classe ouvrière, quelquefois en y mettant des formes, le plus souvent avec la plus extrême violence, mais le gouvernement a toujours essayé de nous écraser. A chaque fois que les travailleurs ont tenté de s'organiser, dans ce pays, il y a eu un coup d'Etat de droite.*

*Le gouvernement que nous avons maintenant est le plus réactionnaire que nous puissions avoir. Il n'est pas possible de trouver plus réactionnaire. Un autre coup d'Etat de droite serait donc impossible. Aussi espérons-nous que, s'il y a un coup d'Etat, il ne pourra qu'améliorer les choses, et non les rendre pires.*

**JP.— Ce n'est pas très précis. Comment pensez-vous que les habitants de ce pays puissent changer le gouvernement ? Par un vote et à l'aide des partis politiques ou bien va-t-il y avoir une crise provoquée par la répression et des grèves ? Allons-nous assister maintenant au Brésil à ce qui se passe en Corée du Sud ? Des tanks dans les rues qui tirent sur les gens ou bien est-ce que ce sera comme au Nicaragua ?**

L.— *Les gens ont l'habitude de dire que les grèves sont réservées aux élites, que seuls les métallurgistes se mettent en grève. Deux ans après la première grève, il y a très peu de catégories de travailleurs qui ne soient pas entrées en lutte. Même la police a fait grève. Les éboueurs et les fonctionnaires aussi. Regardez ce que font les paysans, occupant les terres qui sont les leurs.*

*Je pense aussi que les partis sont une façon de canaliser l'énergie de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous voulons construire un parti politique. Nous pensons que nous pouvons faire bien des choses au Congrès pour ouvrir un chemin à la classe ouvrière. Nous pensons que la voie vers une société meilleure peut seulement être trouvée à travers notre expérience.*

*Je ne peux vraiment pas dire si ce sera comme au Nicaragua ou en Corée du Sud. Nous ne pouvons progresser qu'à travers nos échecs et nos réussites, grâce à nos expériences. Mais je sais une chose : cela ne peut être pire qu'aujourd'hui. On n'en peut plus. C'est peut-être drôle, mais c'est ce qui me rend optimiste : les choses doivent changer pour le meilleur...*

*Il n'y a qu'une seule façon pour le pays de régler sa dette extérieure et de juguler l'inflation : instaurer, à l'intérieur du système, des discussions avec les représentants de tous les secteurs de la société.*

*Une chose est certaine : si Antonio Delfim Neto (le ministre du Plan qui fut l'artisan du «miracle» économique brésilien et qui a maintenant repris son poste) conserve ses fonctions, la situation du pays ne va certainement pas s'améliorer.*

**JP.— Quelle sorte de Brésil voulez-vous ? Avez-vous quelque modèle en tête ? L'Espagne, par exemple ?**

L.— *Je n'ai pas de modèle. Le Brésil que je souhaite est un pays meilleur, où les travailleurs auraient le droit de travailler, où la répartition des richesses serait plus juste, où nous aurions une société plus égalitaire, un endroit sans riches, ni pauvres, où chacun pourrait vivre plus ou moins dans les mêmes conditions, où les travailleurs ne seraient pas des esclaves, où les travailleurs auraient le droit d'aller et venir, le pays que tous les travailleurs du monde souhaitent.*

**JP.— Je peux comprendre pourquoi Delfim Netto a dit une fois que vous étiez une bonne chose pour le Brésil ! Vos idées politiques, votre optimisme et votre engagement vous mènent dans une direction permettant de maintenir les syndicats et l'activité politique à l'intérieur de certaines limites bien définies.**

L.— *Je crois que le gouvernement a maintenant beaucoup plus peur du sérieux de nos propositions de transformation de la société que des mouvements anarchiques ou des propositions insensées des groupuscules gauchistes.*

*Pourquoi suis-je persuadé de cela ? Je crois que la classe ouvrière doit commencer à se connaître et à trouver son identité sans faire d'erreurs. Je ne pense pas que nous puissions arriver à un tel niveau d'agitation anarchique capable de renverser le gouvemement. Nous ne pourrons améliorer notre situation que si nous* **imposons** *nos idées.*

*J'ai remarqué qu'il y a un tas d'anarchistes en liberté dans les rues, tous les groupes de gauche sont libres, tous ont leurs journaux, font ce qu'ils veulent pendant que les dirigeants syndicaux sont mis en prison et renvoyés de leur travail. On n'entend plus le refrain :* «Mieux vaut Lula que pas de Lula du tout».

*Lula est devenu un danger pour le gouvernement parce qu'il ne fait pas de propositions insensées. Mes propositions trouvent un écho chez la classe ouvrière. Je ne propose pas ce que je veux, je ne propose que ce que je sais tenir à cœur aux travailleurs. C'est pourquoi on a peur de moi.*

**JP.— S'il y a plus de grèves et si le gouvernement accentue la répression, est-ce que vous mettrez en avant le droit des travailleurs à l'auto-défense ?**

L.— *Tout d'abord, je ne dis jamais aux travailleurs ce qu'ils doivent faire. Tout ce qui a été proposé aux travailleurs a été le résultat d'un consensus. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de répéter que je crois que la violence engendre la violence. Si le gouvernement devient plus radical, les travailleurs deviendront plus radicaux.*

**JP.— Quelles sont les idées philosophiques ou religieuses qui vous inspirent ? Prenez-vous votre inspiration chez Jésus, Marx, chez les écrivains politiques brésiliens ?**

L. — *Cela peut sembler bizarre, mais je pense qu'il n'y a pas de livre, d'école, de meilleur professeur que la vie quotidienne, dans une usine, que la connaissance dans sa chair de ce que les autres sentent en théorie.*

*En disant cela, je ne veux pas que vous pensiez que je ne respecte pas le Christ. Il était proche de Marx, si vous vous placez du point de vue de la conception du monde. Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est que mon expérience vienne de la vie même, de 20 années passées à la chaîne, d'une vie de misère dans le Nord-est, d'une mère qui travaillait 12 heures par jour pour nourrir ses huit enfants, d'avoir dû traverser le pays dans un* «pau de arara» *(à l'arrière d'un camion).*

*Et les autres dirigeants se sont engagés personnellement en exprimant seulement ce qui est ressenti par notre peuple. On ne peut pas parler de marxisme, de trotskysme, de léninisme quand ce dont un travailleur a besoin est de pain — de 50 cruzeiros (un dollar) par jour.*

*Je suis allé récemment dans ma région natale, le Nord-est. La misère y est effrayante. Dans la forêt, j'ai vu des gens manger des rats. Est-ce que vous allez dire à ces gens-là de faire la révolution ? A des gens affamés ? Ce qu'il faut, c'est quelque chose qui leur permette de croire qu'une révolution est possible.*

**JP.— Quelle est l'importance de l'aide donnée par l'Eglise à la grève ?**

L.— *J'ai toujours repoussé les interventions de l'Eglise, des politiciens, des étudiants. Cependant, je n'ai rien contre le fait qu'ils nous apportent leur soutien. Nous avons besoin du soutien de la société. Dans un sens, c'est un des devoirs de la société.*

*Ma conception de l'Eglise n'a pas changé. Bien sûr, il y a quelques chrétiens qui sont différents, mais cela ne modifie pas mon opinion que l'Eglise est conservatrice, qu'elle a toujours été, historiquement, du côté du pouvoir. Au cours de la dernière grève, l'Eglise nous a soutenus, mais en faisant uniquement ce que nous lui demandions.*

*J'aimerais rencontrer le Pape. Il y aura peut-être une rencontre entre certains dirigeants syndicaux et le Pape parce que je pense que l'Eglise, indéniablement, est un secteur très important, non seulement au Brésil, mais dans le monde entier. Je pense que cela ne signifie pas grand chose, que le Pape vienne ici parler aux travailleurs. Je pense que les travailleurs devraient aussi parler au Pape. C'est pourquoi je voudrais le rencontrer.* □

# La contre-révolution recule

Alfredo MORABIA

EN démissionnant spectaculairement de la Junte de Gouvernement de Reconstruction nationale (GRN), Alfonso Robelo, leader du Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), principale formation bourgeoise, avait un double objectif : provoquer une crise politique en polarisant une opposition au FSLN sur le thème du «socialisme démocratique», du pluralisme politique et de la tenue d'élections générales, et d'autre part, commencer à mobiliser ses partisans pour faire pression sur le Front.

Le motif principal de sa démission, qui avait suivi de près celle de Violetta Chamorro, était la décision du FSLN d'élargir la participation au Conseil d'Etat à toutes les organisations de masse, mettant ainsi les capitalistes en minorité.

Moins de trois mois plus tard, le MDN de Robelo et le Parti démocratique conservateur se voient contraints d'intégrer le Conseil d'Etat la tête basse pour y occuper leur place minoritaire dans ce «forum démocratique», ainsi que l'a appelé Sergio Ramirez (membre de la GRN et du FSLN). Cet événement traduit une modification des rapports de forces au Nicaragua : au cours des dernières semaines, les capitalistes ont perdu sur tous les terrains où ils avaient voulu livrer bataille au FSLN.

— Sur le plan **politique**, la tentative de Robelo de mobiliser l'opposition bourgeoise a échoué ; il n'y eut qu'une seule manifestation à Matiguas, petite ville à l'intérieur du pays, la deuxième manifestation prévue début juin à Nandaime a dû être annulée parce que, le même jour, les organisations de masses entendaient commémorer le premier anniversaire de l'insurrection ! Le FSLN a par ailleurs su profiter de la démission de Robelo pour lancer une dure campagne contre lui, le présentant comme le leader de la contre-révolution, de l'anti-communisme et l'accusant, en dernière analyse, de faire le jeu de Somoza. Cette campagne a eu un écho indéniable. Auprès de larges couches de la population, Robelo a perdu toute légitimité dans le processus révolutionnaire. Des centaines de manifestants l'ont agressé à Chinandega où il participait à l'inauguration d'un local du MDN. Il n'a pu quitter la ville que grâce à la protection de militants du FSLN.

— Sur le plan **économique**, le GRN a su conjurer la catastrophe en amortissant les conséquences conjoncturelles les plus graves du désastre économique hérité du somozisme. L'inflation, la pénurie des biens consommation, le développement du chômage sont relativement maîtrisés. La préparation de la nouvelle année agricole s'est faite dans d'excellentes conditions : 150000 manzanas de coton sont prêtes à être ensemencées sur les 170000 que prévoyait le Plan de réactivation économique ; les objectifs de production de maïs, de haricots, etc., vont être dépassés. Dans l'industrie, grâce au contrôle ouvrier sur la production et au monopole étatique du commerce extérieur, les tentatives de «décapitalisation» (transfert de capitaux hors du pays) sont devenues très difficiles et risquées, car elles peuvent être pénalisées par l'expropriation. La crainte de tout perdre et les effets des crédits liés à l'aide extérieure suscitent une certaine relance de la production dans le secteur privé.

— Sur le terrain **idéologique**, dernier retranchement d'une bourgeoisie aux abois, la révolution a marqué des points : depuis quelques semaines, *La Prensa* et les émetteurs de radio que contrôlent les capitalistes, abondent en déclarations sur l'amour et la haine, accusant le FSLN d'attiser la haine entre les classes sociales, alors que la révolution antisomoziste s'est faite sous le signe de la réconciliation nationale et de l'amour. «*Aimer, c'est haïr les ennemis du peuple*» a répondu Tomas Borge au nom du FSLN. «*En mettant fin à l'exploitation, la révolution est un acte d'amour*». Pour concrétiser cela, le FSLN peut s'appuyer sur les résultats tangibles de la révolution, tant sur le plan de l'alphabétisation, décriée par Robelo comme une tentative d'endoctrinement, que de la santé (campagne de vaccination, création d'un système unique de santé).

— Sur le plan **militaire**, l'Armée populaire sandiniste vient de démanteler des bandes armées contre-révolutionnaires, se dissimulant sous le sigle des Forces armées démocratiques (FAD) qui sont à l'origine de l'attaque d'un poste de police qui a fait un mort du côté sandiniste. L'importance du coup porté à la contre-révolution est moins liée aux dangers militaires que représentaient les FAD — et de leur jonction possible avec les ex-gardes nationaux réfugiés au Honduras — qu'au fait que ses inspirateurs seraient des membres du COSEP (CNPF nicaraguayen), soit d'importantes personnalités liées à lui par l'intermédiaire de l'Association des éleveurs, flétrissant du coup la candeur démocratique et pacifiste dont s'affublent les capitalistes. En outre, le développement des milices populaires sandinistes marque un nouveau renforcement des positions révolutionnaires sur ce terrain.

L'intégration du MDN et du PDC au Conseil d'Etat traduit donc bien un recul des positions de la bourgeoisie, qui doit céder du terrain pour moins porter le flanc aux attaques du FSLN et réorganiser ses forces en attendant une nouvelle occasion de frapper la révolution.

Ce recul est aussi l'expression de progrès notables du pôle révolutionnaire sous forme d'un renforcement des organisations de masse.

## LA REVOLUTION S'APPROFONDIT

L'événement le plus important est incontestablement le succès du premier congrès national d'alphabétisation (CNA) qui s'est tenu du 9 au 11 juin à Managua. Près de 700 délégués représentant 220000 alphabétiseurs ayant entre 12 (!) et 70 ans ont tiré un bilan des deux premiers mois et demis de cette deuxième grande mobilisation de masse que connaît en moins d'un an le Nicaragua. Les travaux se sont déroulés dans une ambiance enthousiaste et militante, montrant que le moral des alphabétiseurs n'avait pas été entamé par les nombreuses difficultés que devait surmonter la CNA : la pénurie de vivres, les conditions d'hygiène dérisoires, les épidémies, la malaria, la lèpre des montagnes, toutes sortes d'affections intestinales qui augmentent pendant la saison des pluies et les coups des ex-Gardes somozistes qui ont sauva-

gement assassiné un alphabétiseur, Giorgino Andrade, près de la frontière hondurienne, et un autre à Esteli. Malgré tout cela, les résultats dépassent toute espérance: certaines régions sont déjà déclarées libres d'analphabétisme et il est d'ores et déjà acquis que — exception faite d'une intervention impérialiste — le Nicaragua sera en grande partie libéré de l'analphabétisme, à la mi-août, date de la fin de la campagne.

Ce succès n'est pas le fruit de la bonne organisation technique de la campagne. Il s'agit avant tout d'un phénomène politique. Une telle campagne eut été impossible hors du contexte d'une révolution victorieuse qui libère l'énergie de dizaines de milliers de jeunes et qui leur donne confiance dans leur propre force et la volonté d'aller jusqu'à la victoire de cette «insurrection culturelle». Cette campagne aurait également avorté sans la participation à tous les niveaux des organisations de masse nées de la révolution, qui ont préparé la population, recruté les analphabètes, organisé les communications rendues très difficiles dans les deux tiers du pays par les pluies, assuré l'alimentation, les soins médicaux et la formation politique et pédagogique des alphabétiseurs.

La CNA alimente en retour la révolution, renforce l'organisation et la politisation des masses et élargit l'audience du FSLN. Les organisations de masse doivent profiter de la campagne pour se renforcer et capitaliser les progrès de la conscience révolutionnaire des masses, en formant dans toutes les localités des comités de base et en forgeant ses cadres dirigeants.

Les meilleurs jeunes alphabétiseurs, sélectionnés selon des critères politiques, s'intégreront aux Jeunesses sandinistes du 19 juillet, d'où le FSLN compte puiser une nouvelle génération de cadres politiques qui remplaceront les innombrables «héros et martyrs» tombés au cours de la guerre civile.

En permettant une participation et une politisation accrue des femmes à la révolution, la CNA est un tremplin pour l'Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza (AMLAE) qui regroupe actuellement 35000 femmes. En effet, plus de 400000 femmes vont être alphabétisées;60 pour cent des brigadistes sont des femmes et 6700 militantes de l'AMLAE participent à tous les niveaux d'organisation de la campagne.

Mille trois cents coopératives paysannes, qui regroupent 50000 petits producteurs, ont pu être organisées avec l'aide de l'*Asociacion de los Trabajadores del Campo* (ATC) depuis juillet 1979. 600 nouveaux syndicats ouvriers ont été formés, dont la majorité sont affiliés à la Centrale sandiniste des travailleurs.

Une attention toute particulière est accordée à la propagande pour la formation des Milices populaires sandinistes, dans le cadre de la campagne. L'appel du FSLN a été largement suivi. Des ouvriers, des paysans, des jeunes, des mères de famille affluent dans les stades ou sur les places centrales de 17 à 20 heures tous les soirs. Les milices en sont encore au stade de l'apprentissage de la discipline militaire, elles ne seront armées que dans quelques semaines. Les Comités de défense sandinistes de Managua pensent organiser 50000 miliciens d'ici juillet prochain et le principal obstacle n'est pas celui de l'affluence, mais le manque d'instructeurs.

Depuis le début du mois de juin, tout le pays revit fébrilement les étapes successives qui ont mené à l'insurrection finale victorieuse. Les assemblées commémoratives connaissent une forte affluence, comme à Massaya où 50000 personnes participèrent à la manifestation. Le soir du 10 juin à Managua, des brasiers furent allumés dans tous les quartiers en commémoration de l'insurrection des quartiers orientaux. Des groupes d'habitants allèrent jusqu'à dépaver les routes, renverser les poubelles, pour construire des barrricades, paralysant le traffic, ce qui fut qualifié «d'excessif» par le FSLN.

Alors que la bourgeoisie doit céder du terrain et que se consolide les positions des ouvriers et des paysans sur l'ensemble de la vie politique, économique, sociale et militaire, le Nicaragua libre, pays de lacs et de volcans, s'apprête à célébrer, le 19 juillet prochain, le premier anniversaire du plus profond séisme de son histoire: la Révolution populaire sandiniste. □

**Managua, 15 juin 1980**

*Des erreurs ont été commises aussi dans l'encart sur la composition du Conseil d'Etat. En effet, ce Conseil a la composition suivante (source :* Barricada, *22 avril 1980) :*

| | | | |
|---|---|---|---|
| FLSN | 6 | AMNLAE | 1 |
| PLI | 1 | CST | 3 |
| PSN | 1 | CGT-I | 2 |
| PPSC | 1 | CTN | 1 |
| MDN | 1 | CUS | 1 |
| PCD | 1 | CAUS | 1 |
| PSC | 1 | FEDERSALUD | 1 |
| CDS | 9 | ATC | 3 |
| JS | 1 | | |

| | |
|---|---|
| Asociacion del clero | 1 |
| Fuerzas Armadas | 1 |
| Consejo Nacional | 1 |
| Educacion Superior | 1 |
| ANDEN | 1 |
| UNP | 1 |
| MISURASTAT | 1 |
| Asociaciones profesionales | 1 |
| COSEP | 6 |

# Libération des journalistes de *Pueblo* et des militants de FO et de la CAUS

DANS les premiers jours de juin, on a annoncé officiellement à Managua la libération des trois journalistes de *Pueblo* et de deux militants de *Frente Obrero*, Melvin Wallace, Carlos Cuandra, Isidro Tellez, Juan Alberto Enriquez et Ricardo Guevara. Les journalistes avaient été condamnés au mois de février dernier (voir *Inprecor* numéro 72-73) alors que Teller avait été condamné séparément pour détention illégale d'armes dans la même période. Douze membres du PCN et de la CAUS ont été aussi libérés. Ils avaient été arrêtés début mars à la suite des grèves dans le secteur industriel de Managua (voir *Inprecor* numéro 77). Alors que, dans le cas des cinq, il s'agit d'une mesure de grâce, les douze ont été tout simplement remis en liberté car ils n'avaient jamais été traduits en justice.

Nous ne savons pas, au moment où nous écrivons, si des militants du PCN, de la CAUS et de FO restent encore en prison. En ce qui concerne le PCN et la CAUS, plus de douze personnes avaient été arrêtées à l'époque. A la suite d'une manifestation des familles des emprisonnés, le 30 mai, le représentant de la CAUS au Conseil d'Etat, Manuel Estrada, avait déclaré que les militants en prisons étaient dix-huit.

Dans une conférence de presse du 5 juin, le nouveau membre de la *Junta Cordova* a présenté la décision concernant les journalistes de *Pueblo* comme une preuve de la générosité de la révolution. Au cours de la même conférence, Jaime Wheelock a expliqué que Borge et lui avaient été chargés par la direction du FSLN de discuter avec les gens de *Pueblo* et de FO. D'après la version de *Barricada* du 6 juin, il a ajouté que «*ceux de FO voulaient mener une guerre civile révolutionnaire et que cela était le produit de leurs déviations idéologiques ultra-gauchistes. Par exemple, au moment où nous disions qu'il fallait lutter contre la dictature, eux s'étaient engagés dans une guerre d'épuration dans le mouvement ouvrier parce qu'ils pensaient qu'il fallait se donner une organisation et une pureté totale de la classe ouvrière dans notre pays*». Maintenant certains d'entre eux ont pris une «*attitude positive*» et on a «*traité avec eux individuellement et non d'organisation à organisation*»

Dans une émission à la radio, Carlos Nunez a expliqué à son tour que «*FO est une organisation qui a eu des positions ultra-radicales, contre-révolutionnaires, de sabotage. Dans cette organisation, sont entrés des délinquants qui ont vu dans ses attitudes un moyen de nuire à la révolution*». Quant à la CAUS, «*sa direction, en partant de positions économistes, et en oubliant la réalité de la révolution, avait voulu profiter des problèmes réels des travailleurs pour avancer ses positions anti-sandinistes*».

Le FSLN n'aurait pas modifié son jugement jusqu'à une rectification pratique de telles positions. «*Nous avons des attitudes généreuses mais drastiques, si on maintient des positions inconséquentes*» (*Barricada*, 6 juin 1980).

Finalement, en parlant à une assemblée convoquée par la CNI (Commission nationale inter-syndicale), Henry Ruiz a affirmé que les mesures prises contre la CAUS et FO avaient été «*nécessaires pour garantir la marche de la révolution*» (*Barricada*, 9 juin 1980).

La décision de libérer les journalistes et les militants emprisonnés se place dans le cadre d'un réajustement que le FSLN et la CST sont en train d'opérer pour faire avancer l'unité syndicale et pour améliorer leurs rapports avec des secteurs des masses. Il s'agit incontestablement d'une décision qu'il faut saluer. Mais à en juger d'après les déclarations susmentionnées, elle a été conçue comme une mesure «*de générosité*» envers des militants qu'on espère récupérer, beaucoup plus que comme reconnaissance du droit à s'organiser pour les différents courants du mouvement ouvrier. Dans ce sens, la mesure adoptée ne résout pas par elle-même le problème que les arrestations et les condamnations avaient posé. □

libraire diffusion
Brèche
10 impasse Guéménée 75004 Paris 272.68.82.
vous informe de sa nouvelle adresse
9 rue de Tunis 75011 Paris 367. 63. 57.

# L'envers du miracle pétrolier

**EN mai dernier, le voyage du président Lopez Portillo dans différents pays d'Europe, en France en particulier, et au Canada a donné lieu à des réflexions et à des analyses triomphalistes dans la presse et les mass-media de ces pays sur la situation politique et économique au Mexique. On a surtout parlé, bien sûr, du pétrole mexicain qui est venu sortir la bourgeoisie mexicaine d'une des plus graves crises économiques (celle de 1976) qu'elle ait jamais connue et qui a fourni aux nations du «premier monde», assoiffées d'énergie, de pétrole en particulier, une source d'énergie «stable» en dehors du Proche-Orient.**

**Mais l'autre aspect de la réalité mexicaine, c'est un Etat autoritaire, despotique, contre lequel se dresse un des mouvements pour les libertés démocratiques les plus puissants d'Amérique latine.**

**La présence à Paris d'une délégation du *Frente Nacional Contra la Represion, Por las Libertades Democraticas y la Solidaridad* (Front national contre la répression, pour les libertés démocratiques et la solidarité), récemment constitué, a fourni des informations sur l'autre visage de cette réalité mexicaine. La délégation était composée de Rosario Ibarra de Piedra, Clotilde Torres, German Segovia et Maria del Rosario Ibarra. Nous avons rencontré Madame Ibarra de Piedra, porte-parole de la délégation. C'est une personnalité de premier plan du mouvement pour les libertés démocratiques qui s'est développé au Mexique ces dix dernières années. C'est la mère d'un «disparu politique» — ils sont une centaine. Depuis cinq ans, elle a inlassablement frappé à toutes les portes, fait de nombreux voyages, y compris pour se rendre devant les tribunaux internationaux aux Etats-Unis, et aujourd'hui en Europe occidentale; elle est allée partout où elle pouvait trouver des oreilles attentives et des consciences prêtes à écouter et à agir pour dénoncer la répression féroce de l'un des régimes «phares» du néo-impérialisme.**

**Question : Qu'est-ce que le Front national contre la répression, pour les libertés démocratiques et la solidarité ?**

Réponse : *En novembre dernier, toutes les organisations politiques, démocratiques, syndicales et populaires qui luttent depuis une dizaine d'années contre la répression dans mon pays, se sont réunies à Mexico. Cette réunion devait faire le bilan de toutes les actions après les victoires obtenues par la campagne que nous avons impulsée — qui a permis des victoires limitées; pourtant concrètement Lopez Portillo a dû signer la loi d'amnistie. Nous reconnaissons tous qu'en dépit de ces victoires, la réalité de la répression au Mexique, sa brutalité et son ampleur, nous obligent à poursuivre notre effort et à redéfinir nos objectifs et nos méthodes d'action. Voilà comment s'est créé le Front.*

*Le Front regroupe plus de cinquante organisations fort différentes et le Comité de coordination est composé des dix organisations suivantes : le Comité national pour la défense des prisonniers, des personnes recherchées, des disparus et des exilés politiques, le* PRT *(Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IVe Internationale), le Parti communiste mexicain, le Front populaire «*Tierra y Libertad*» (organisation de presque un demi-million de militants de la province de Monterrey), l'organisation des paysans «*Plan de Ayala*», le* CENCOS *(un institut d'information politique et sociale), la revue* Punto Critico, *la* Corriente Socialista, *l'*ONE *(Organisation nationale des étudiants) et l'*UPOME *(Union pour l'organisation du mouvement estudiantin).*

**Q. : Quelle est la réalité de la répression au Mexique ?**

R. : *La répresssion cruelle, criminelle et assassine existe encore aujourd'hui au Mexique sous le régime de Lopez Portillo. Voici deux exemples parmi ceux dont la presse européenne, y compris* Le Monde, *a parlé :*

*Le premier, c'est le massacre de paysans par l'armée à Chiapas le 31 mai dernier. Peu de temps auparavant, il y a eu un autre massacre de paysans dont la presse européenne n'a pas parlé, à Veracruz, où une vingtaine de paysans ont été assassinés.*

*Le second cas a été cité dans* Le Monde, *il y a quelques jours. En fait,* Le Monde *a dit que deux étudiants sont morts à la suite d'un «affrontement» avec la police. Pourtant, face aux explications confuses que donne le gouvernement, nous avons les preuves irréfutables que ces personnes ne sont pas mortes au cours d'un «affrontement», mais qu'elles sont mortes à la suite d'horribles tortures que le gouvernement emploie habituellement contre les «guérilleros». En avril dernier, le Comité national pour la défense des prisonniers, des personnes recherchées, des disparus et des exilés politiques a envoyé une lettre au vice-ministre de l'Intérieur, chargé de traiter avec nous de ce genre de problèmes, pour dénoncer ces méthodes. Dans cette lettre, nous avons dénoncé les enlèvements et les disparitions de plusieurs étudiants de Mexico.*

*Il s'agit de Rosalina Hernandez Vargas, d'Amanda Arciniegas Cano et de Gonzalo Liljehut Perez. La première et le dernier, comme vous pourrez le constater dans* Le Monde, *sont cités au nombre des personnes «tombées au cours de l'affrontement».*

*Juste à la veille de son départ pour l'Europe, notre comité a publié un manifeste adressé au président Lopez Portillo où nous avons rappelé que «l'audience publique» qu'il nous avait promise, à plusieurs reprises en mars dernier, n'a toujours pas eu lieu. Au cours de cette audience, nous espérions montrer au peuple mexicain, face à la plus haute autorité du gouvernement, les preuves irréfutables de la répression politique qui sévit dans notre pays. Dans ce manifeste, nous avons dénoncé l'existence*

*de prisons secrètes pleines de dissidents politiques qui sont tous, sans exception, de gauche, l'existence de brigades et de groupes spécialisés dans la torture, de séquestrations et de toutes les variantes d'actions terroristes perpétrées par des groupes comme les* Brigadas Blancas, *etc. Nous y avons également dénoncé l'arrestation et la disparition de Rosalina Hernandez et de ses deux compagnons.*

*Enfin, nous voulons citer un cas sur lequel le Front national commence à se mobiliser : au début de l'année, huit disparus, dont nous avions exigé la présentation et la libération, ont été amnistiés. Deux d'entre eux ont ensuite participé à une conférence de presse organisée par le Front pour faire connaître les sévices et les mutilations irréparables qu'on leur a infligés par la torture.*

*Voilà la réalité de la répression et de la torture, voilà la politique et la justice du gouvernement. Les* Brigadas Blancas *qui ont été créées avant tout pour combattre la gauche, interviennent pour «faire justice», elles-mêmes, en diverses occasions qui ne sont pas directement liées à des actions politiques de la gauche. En octobre dernier, le directeur de la prison de Monterrey a été séquestré et assassiné par des droits communs. Des membres des* Brigadas Blancas *se sont chargés, pour leur propre compte, de «faire justice» et ont tué, l'un après l'autre, tous ceux qui avaient participé à l'action et ont fait porter sur les prisonniers politiques détenus dans cette prison la responsabilité de la mort du directeur.*

*Il y a au Mexique des dizaines de prisonniers politiques qui n'ont pas bénéficié de la loi d'amnistie à Nuevo Leon, à Chichauchan, à Sonora, à Janilisco, à Guanajuato, à Morelos, à Oaxaca et, bien sûr à Mexico.*

**Q. : Quelles ont été les répercussions de votre campagne à l'étranger ?**

R. : *Malgré tous les obstacles dressés par le président Lopez Portillo — par exemple, le fait que nous n'ayons pas pu venir en Europe jusqu'à ce jour, est dû à ce que le gouvernement, en accord avec les compagnies d'aviation, a retardé notre voyage sous prétexte «qu'il n'y avait pas de billets» pour nous avant la fin du voyage de Lopez Portillo — alors que notre campagne commençait à être connue au-delà des frontières mexicaines.*

*En Suède et en Allemagne occidentale, des questions ont été posées au président Lopez Portillo sur les* Brigadas Blancas, *les disparitions de militants, etc. Cela a donné lieu à des commentaires ironiques quand celui-ci a affirmé ne pas connaître* Amnesty International. *Pourtant, immédiatement après son retour au Mexique, 31 personnes ont été amnistiées, dont 11 prisonniers politiques, les 20 autres étaient poursuivies pour des motifs politiques.*

*Les mass-media ont commencé à donner des informations sur notre campagne. Aux Pays-Bas, il y a eu la présentation à la télévision d'un documentaire sur la répression au Mexique.*

*Jusqu'à présent, nous sommes allés en Italie et en France. Nous espérons pouvoir nous rendre en Allemagne occidentale, en Suède et si c'est possible en Espagne.*

**Q. : Quels sont vos projets ?**

R. : *Concrétement, avec ce voyage, nous souhaitons préparer la venue à Paris, en octobre prochain, d'une délégation plus large de notre front pour témoigner sur la répression au Mexique. A plus long terme, notre objectif est de constituer une commission internationale sur la répression au Mexique qui vienne enquêter sur place.*

*Aujourd'hui, nous pouvons dire que se sont ralliés à ces actions en Italie la* FLM *(Fédération des ouvriers de la métallurgie), les confédérations syndicales* CISL, CGIL,UIL, *le PCI et le PSI, ainsi que la Ligues des droits et des libertés des peuples (ancien Tribunal Russell, dirigé par Lelio Basso).*

*Ici, en France, nous avons rencontré les organisations suivantes : Justice et Paix, Action chrétienne pour l'abolition de la torture, la Ligue française des droits de l'Homme, l'Association internationale des juristes catholiques, l'Association internationale des juristes démocratiques, la CIMADE et la section française d'*Amnesty International *qui se sont engagées à exiger que le gouvernement présente les disparus. Le PCF, le PSU, la LCR, la CGT, la CFDT,* Témoignage chrétien, Libération, Le Matin *et* Riposte *se sont engagés à envoyer des lettres de protestation et à apporter leur soutien au Front et au Comité.* ■

**Les personnes qui désirent contacter le Comité peuvent écrire à l'adresse suivante :**

Rosario Ibarra de Piedra
GUAYAQUIL 205
Col. Altavista
Monterrey, N.L.
MEXIQUE

---

*Mexique*

# Témoignages des prisonniers politiques sur la répression

**A la suite d'une large mobilisation du peuple mexicain pour la libération des prisonniers politiques et contre la répression, la presse bourgeoise a commencé à parler de ces revendications. Les prisonniers politiques, amnistiés ou non, ont commencé à publier des témoignages sur la répression et sur leurs propres expériences. Nous reproduisons, ci-dessous, des extraits deux témoignages. Le premier est celui de José Alfredo Medina Vizcaino, prisonnier à Chihuahua qui est paru dans l'hebdomadaire de Mexico *Siempre* du 7 mai 1980.**

## TEMOIGNAGE DE JOSE ALFREDO MEDINA VIZCAINO PRISONNIER A CHIHUAHUA

*«Le 24 mai, nous avons été arrêtés à Juàrez par l'un des corps répressifs les plus sanguinaires de la bourgeoisie, connu sous le nom de* Brigadas Blancas*... Dès le premier jour, nous avons été soumis à des tortures (coups, eau dans le nez, chocs électriques sur tout le corps, en particulier sur les testicules, le pénis et l'anus). La même nuit, on nous a conduits à Chihuahua où nous avons été détenus jusqu'au 25 mai 1978, date à laquelle on nous a emmenés à Mexico.*

*Dès notre arrivée, les coups et les tortures ont repris. Le 26 mai, nous avons subi une série de tortures d'une durée inimaginable : de l'eau dans le nez, immersion de la tête dans une cuvette d'eau, chocs électriques sur les parties sexuelles et, à chaque fois que nous refusions de répondre, une série de dix coups nous était infligée méthodiquement avec une barre de caoutchouc ou autres objets (garrots, planches, baguettes métalliques, etc) sur les épaules, la tête, le ventre, le visage, les jambes, les fesses, les genoux, les tibias, les pieds, les bras, les coudes et les mains. A la suite de ces coups, toutes ces parties du corps restaient plusieurs jours boursoufflées et douloureuses. Nous subissions ces tortures à chaque fois que nous étions conduits dans les locaux clandestins des* Brigadas Blancas *où nous étions gardés plusieurs jours de suite. Durant ces périodes, on nous soumettait à différents types de tortures qui allaient de la persuasion (tortures psychologiques comme les simulacres d'assassinats, les menaces de mort sur les membres de notre famille) aux tortures physiques décrites plus haut. Il faut souligner que ces tortures quotidiennes avaient pour but de nous extorquer des déclarations dans lesquelles nous devions répéter ce qu'ils nous disaient... De cette manière, ils nous ont accusés d'avoir participé à des vols à main armée, à des assassinats, etc...*

*Le lundi 28 mai 1978, on nous a conduit au camp militaire de concentration numéro 1 et on nous a enfermés dans un souterrain où il y avait de nombreuses petites cellules qui ressemblaient à des cages. Là sont enfermés des camarades guérilleros et des sympathisants de la guérilla amenés de différentes parties du pays (Chihuahua, Sinaloa, Monterrey, District fédéral, etc). Il faut préciser que nous étions toujours emmenés les yeux bandés, enchaînés ou les menottes aux poignets si bien que nos yeux étaient ensuite boursoufflés et nos bras ensanglantés. Nous en gardons aujourd'hui encore les cicatrices. Pour entrer dans le souterrain, comme j'ai pu le voir car mon bandeau était desserré, nous sommes passés par un endroit où on pouvait lire sur la porte «*Biblioteca*».*

*Là, de nouveau, on a «extorqué des déclarations» à chacun de nous; la radio était branchée au plus fort de son volume; au milieu de la pièce, il y avait une espèce de comptoir, au fond des étagères avec quelques livres, à gauche, au bout du comptoir, des planches qui cachaient l'entrée du souterrain: C'est là que nous avons appris que certains prisonniers étaient détenus depuis 7 ou 8 mois...»* ■

## TEMOIGNAGE DE CIRO CIENFUEGOS JAIMES EVADE DE LA PRISON SECRETE

*«Moi, Ciro Cienfuegos Jaimes, lycéen du port d'Acapulco, j'ai été arrêté le 14 novembre 1979, en même temps qu'un ouvrier, Rogelio Betancourt Diaz, à l'entrée du* Centro Infantil, Jardin las Palmas, *où je travaillais comme instituteur bénévole.*

*Après nous avoir porté des coups au visage, on nous a lié les mains et les pieds, bandés les yeux et conduits vers le centre de la ville. Puis, après avoir tourné dans différentes directions, on nous a emmenés dans un lieu que nous ne connaissions pas. Nous y entendions des toux, des lamentations, des cris de peur ou de douleur, des bruits de prisonniers malades ou soumis à la torture. On nous a jetés par terre et obligés à rester le visage contre le sol pendant les quinze premiers jours. Nous recevions sans cesse des coups de pieds et de poings. Ensuite, nous*

Arturo Gallegos et Juan Islas actuellement emprisonnés à la prison de Santa Martha

*avons été torturés. On nous a refusé toute nourriture et soumis à des tortures psychologiques.*

*Des personnes appartenant à différents corps de police m'ont interrogé, mais mon «cas» était entre les mains du capitaine Aguirre, tortionnaire notoire. Pendant que l'un procédait à l'interrogatoire, les autres nous torturaient en utilisant différentes méthodes. Plus de quinze fois, ils nous ont interrogés sans cesser de nous donner des coups sur la tête. Généralement, ils posaient toujours les mêmes questions :* «Comment t'appelles-tu ? Qui sont tes parents ? Où habites-tu ? A quelle organisation de guérilla appartiens-tu ? Où sont tes camarades ? Quels pays connais-tu ? Où sont les locaux clandestins ?»

*Dans la prison secrète où ils m'ont emmené, on tue, en général, les prisonniers par la faim. Ce sont les ordres d'Acosta Chaparro. C'est ce que déclarent les gardiens tous les jours vers midi quand ils donnent aux prisonniers deux ou trois* tortillas. *Le soir, vers huit heures, quand cela leur chante, ils nous en donnent une autre ration. Cependant, il arrive qu'ils ne donnent rien d'autre que de l'eau durant toute une semaine.*

*Les méthodes de tortures physiques suivantes sont appliquées : chocs électriques sur différentes parties du corps, en particulier sur les testicules, immersion dans l'eau avec passage d'électricité, introduction dans le nez d'eau gazeuse ou naturelle sous pression, bruits assourdissants pour affecter le cerveau, simulacre de viol, introduction de parafine chaude dans les oreilles, coups de pieds, de poings ou coups avec des cables électriques sur les testicules, administration de drogues qui provoque chez le prisonnier qui les absorbe ou à qui on les injecte un état dépressif. Ce n'est pas le seul centre de torture et de mort, mais ce centre sert de laboratoire. Après avoir soumis un prisonnier à un type de torture, on l'observe, on le surveille, on l'interroge et tout ce qu'il dit et fait est noté pour améliorer les méthodes de tortures...»* ■

## *Liste des prisonniers politiques qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie*

MONTERREY
Ing. Elias Orozco Salazar
Prof. Gustavo A. Hirales Moran
Dr. Miguel A. Torres Enriquez

CHIHUAHUA
Elmer Gutierrez Rodriguez
Rigoberto Avila Ordonez
Jose Alfredo Medina Vizcaino
Reyez Ignacio Herrera Aguirre

JALISCO
Franscico J. Campana Lopez
Ramon Campana Lopez
Ma. Trinidad Cuevas Torres
Alicia Estrada
Eduardo Manzano Munoz
Alfredo Manzano Munoz
Benjamin Ramirez Castaneda
Ruben Ramires Gonzales
Jose M. Ramon Garcia Garcia
Salvador Martinez Chacon
Ignacio Gobea
Amador Garcia Moreno

OAXACA
José Luis Cortes Gutierrez
Arturo Cortes Gutierrez
Rosendo Pineda Celis
Guillermo Velazco Munoz

GUERRERO
Octaviano Santiago Dionicio
Aquilino Lorenzo Avila

GUANAJUATO
José Luis de Los Santos Toledo
Victoria Hernandez Gallegos
Victor Bruno Necochea Lopez

DISTRITO FEDERAL :
Reclusorio Norte
Angel Alfonso Silva Arestegui
Mario Alvaro Cartegena Lopez
José Luis Esparza Flores
Antonio Orozco Michel
José Guadalupe Cortes Gutierrez

Reclusorio Oriente
Salvador Cortes Gutierrez
Raymundo Hernandez Castillo
Niceforo Urbieta Morales
Jésus Tomas Liceo Hernandez

Santa Martha Acatitla (mujeres)
Aurora Castillo Mata

Penitenciara de Santa Martha Acatitla (hombres)
Juan Islas Martinez
Arturo Gallegos Najera

Cuernavaca
Pedro Helguera Jimenez
Valentin Ontiveros Abarca
Salvador Ronces Porcallo
Eladio Garcia Ortiz
Angel Hernandez Ramiro
Clicerio Gaspa Jara
Armando Vizcaino Carreto

Hermosillo
Rodolfo Godoy Rosas
Samuel Orozco Cital
Manuel Hiram Rodriguez Pina
Jorge Pilentel Ortiz
Marcelo Garcia Palomino
Ramon Barron Gurrola
Luis Antonio Anaya Jacoby

**CONTRE LA REPRESSION : UNITE D'ACTION !**

**RENFORCONS LE FRONT NATIONAL CONTRE LA REPRESSION, POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES ET LA SOLIDARITE !**

Comité national pour la défense des prisonniers, des personnes recherchées, des disparus et des exilés politiques
(chez Rosario Ibarra de Piedra - GUAYAQUIL 205 - Col. Altavista - Monterrey, N.L. - MEXIQUE)
Paris (France), le 2 juin 1980

# L'escalade sud-africaine contre l'Angola

**Le 13 juin, le régime raciste sud-africain déclarait ouvertement avoir lancé une vaste opération militaire en Angola «*pour détruire le quartier général militaire de la guérilla nationaliste*» (*La Repubblica*, 2.07.1980). Selon le Minsitère de la Défense de Luanda, l'invasion massive, environ 8000 hommes disposant d'une importante couverture aérienne, commença dès le 7 juin. L'agression militaire sud-africaine se développa essentiellement dans les deux provinces du Cuenene et de Kwando Kubango. Les affrontements militaires les plus durs, entre le 23 et le 26 juin, se déroulèrent aux alentours de la ville de Mongua (à 50 km de la frontière namibienne). Selon Lucio Lara, secrétaire du Comité central du *MPLA*, les troupes sud-africaines s'attaquèrent aux camps de réfugiés de Namibie. Elles cherchent, entre autres, à empêcher la remise en marche du chemin ferroviaire de Benguala — après que les autorités angolaises aient pu frapper les saboteurs — qui concurrencerait le réseau organisé par les Sud-africains à partir de la Zambie et du Zaïre ( *The Guardian* - 2.07.1980). Une importante mobilisation populaire a été organisée en Angola contre l'attaque de Pretoria. Ce coup de force sud-africain a peu de chance, malgré les communiqués de victoire de Pretoria, de regonfler l'*UNITA* en Angola et de briser la lutte des militants de la *SWAPO*. Dans la droite ligne de son intervention militaire en Angola, le gouvernement de Pretoria vient de menacer le gouvernement de Robert Mugabe, en déclarant que l'Afrique du Sud «*détruirait immédiatement toutes les bases de guérilla qui seraient installées au Zimbabwe*».**

Will REISSNER

AU cours des derniers mois, les troupes sud-africaines ont fait de nouveaux pas dans l'escalade répressive contre les guérillas qui combattent le gouvernement sud-africain en Namibie; de plus, d'importantes opérations militaires ont été lancées contre des objectifs se situant en Angola, dans la zone frontalière où sont basés de nombreux combattants namibiens.

La plus importante attaque sud-africaine en Angola a eu lieu le 21 mai, lorsque les troupes du régime raciste pénétrèrent, partant de la Namibie, à 45 miles à l'intérieur de l'Angola. Des hélicoptères de combat, des voitures blindées et de l'artillerie prirent part à cette opération au cours de laquelle plus de 200 Angolais furent tués et des dizaines d'autres blessés.

Selon le chef d'état-major angolais, le commandant Xietu, les actions militaires sud-africaines contre l'Angola ont marqué une importante escalade en mai. Le 12 mai, l'armée sud-africaine attaquait le chef-lieu de canton Chiede, à 12 miles au nord de la frontière namibienne, tuant quelques soixante soldats et civils angolais, en blessant des dizaines et kidnappant des civils qu'ils ramenèrent avec eux en Namibie. Huit hélicoptères de combat participèrent à cette opération. Ils bombardèrent la zone avant de larguer des troupes tandis que la couverture aérienne était assurée par des avions «Mirage» français.

En mars et en avril, il y eut 19 raids de bombardement dans le sud de l'Angola. Au cours de certaines attaques, le napalm fut utilisé. Pendant ces deux mois, l'aviation sud-africaine viola 183 fois l'espace aérien angolais. Les attaques sud-africaines contre l'Angola font partie d'une campagne plus large pour écraser les combattants de la *South West Africa People's Organisation (SWAPO)* qui lutte depuis près de deux décennies contre l'occupation sud-africaine en Namibie. Selon les statistiques militaires sud-africaines, 417 guérilleros de la *SWAPO* et 39 soldats sud-africains auraient été tués au combat en Namibie depuis le début de l'année. Il y a 50000 soldats sud-africains stationnés en Namibie.

Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, la Namibie ou Afrique du Sud-ouest comme elle est généralement dénommée, était une colonie allemande. Après la défaite allemande, la Société des Nations remit la Namibie à l'Afrique du Sud pour l'administrer sous mandat de la SDN.

En 1966, les Nations Unies abrogèrent le mandat et soutinrent la revendication namibienne à l'indépendance. Mais le gouvernement blanc de Prétoria rejetta cette décision et continua d'occuper militairement ce territoire riche en ressources minières. 90 % des Namibiens (pour une population totale de un million) sont noirs.

A coté de ses opérations militaires contre la *SWAPO* et l'Angola — qui aide cette organisation et l'autorise à opérer à partir de son territoire —, le régime sud-africain tente également de contrer la *SWAPO* sur le plan politique en impulsant un mouvement quisling (collaborateur), la *Democratic Turnhalle Alliance (DTA)*. Cette stratégie est similaire à celle mise en œuvre par le régime rhodésien de la minorité blanche de Ian Smith lorsqu'il devint évident qu'un régime noir ne pouvait plus être repoussé au Zimbabwe. Smith remit alors formellement et nominalement le pouvoir à un dirigeant noir pro-impérialiste, l'évêque Abel Muzoreva, dans l'espoir qu'il puisse constituer une alternative aux forces de la guérilla, la *ZAPU* et la *ZANU*. Mais lorsque les élections eurent lieu en février dernier au Zimbabwe, le raz de marée électoral en faveur de Robert Mugabe balaya Muzoreva.

Des résultats analogues seraient obtenus en Namibie si la *SWAPO* était autorisée à mener librement campagne contre la *DTA*. Après le résultat des élections au Zimbabwe, le régime sud-africain s'employa à enliser davantage les négociations sur la tenue d'élections en Namibie au niveau des Nations Unies. Comme le notait le *Washington Post* du 14 mai, les autorités sud-africaines veulent «*gagner du temps avant la tenue des élections pour renforcer l'autorité et la mise en place de leurs alliés namibiens, pour renforcer leurs chances face aux guérillas nationalistes noires qui combattent l'armée sud-africaine sur le territoire.*»

Les attaques contre l'Angola sont destinées à remplir deux objectifs. De façon tout-à-fait immédiate, elles visent à affaiblir la *SWAPO* et à faire pression sur le gouvernement angolais pour qu'il réduise son aide à cette organisation. De plus, les atta-

ques sud-africaines cherchent à affaiblir le gouvernement angolais, dirigé par le *MPLA* que Pretoria a déjà tenté de renverser en 1975-1976.

En poursuivant ces objectifs, Pretoria s'appuie non seulement sur les attaques directes effectuées par ses propres troupes, mais aussi sur les actions de guérilla menées par l'*UNITA* de Jonas Sawimbi qui opère dans les zones centrales et méridionales de l'Angola. L'alliance entre l'*UNITA* pro-impérialiste et le régime sud-africain date de la mi-1975 lorsque les forces de l'*UNITA* collaborèrent étroitement avec les troupes sud-africaines qui envahissaient l'Angola pour empêcher le *MPLA* d'assurer son contrôle sur le pays qui venait de conquérir cette année-là son indépendance contre le colonisateur portugais. Au moment où se produisait l'invasion sud-africaine, des troupes zaïroises, soutenues par les Etats-Unis, envahissaient l'Angola depuis le nord.

Cependant, le *MPLA* fut capable de repousser les deux invasions avec l'aide de 15 à 20000 combattants internationalistes cubains qui vinrent en Angola à la demande du *MPLA* après le début de l'invasion sud-africaine. Les forces du *MPLA* et les cubains boutèrent hors de l'Angola les troupes sud-africaines vers la fin du mois de mars 1976. Mais les troupes de Pretoria laissèrent derrière elles, au cours de leur retraite, d'importantes quantités d'armes et de matériel pour l'*UNITA*. Depuis lors, l'*UNITA* a continué de recevoir de l'aide et des facilités d'entraînement pour mener ses actions contre le gouvernement angolais.

En échange du soutien sud-africain, Sawimbi a collaboré avec Pretoria contre la *SWAPO*. En 1977, il explique à un journaliste américain que «*l'*UNITA *ne laissera jamais plus (la* SWAPO*) opérer de nouveau contre les Sud-africains en Namibie — jamais plus !*». Sawimbi a un long passé de trahison des luttes anti-impérialistes et anti-coloniales. Des documents publiés au Portugal ont révélé qu'il avait collaboré dès 1971 avec l'armée coloniale portugaise et avec la *PIDE*, police secrète portugaise. Il a ainsi fourni des guides à l'armée portugaise pour la conduire vers les zones opérationnelles du *MPLA*, facilitant par là les attaques militaires portugaises contre le *MPLA*. En retour, les Portugais cessèrent les opérations militaires contre l'*UNITA* pour de longues périodes. Ils fournirent même à Sawimbi quelques armes pour les utiliser contre le *MPLA*.

Sawimbi continue de nier ses premiers liens avec les colonialistes portugais, mais il admet désormais que l'*UNITA* reçoit aujourd'hui un soutien des Sud-africains. Il a également sollicité ouvertement un soutien plus important des impérialistes américains et britanniques. Durant un voyage, fin juin aux Etats-Unis, il a rencontré l'ancien secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, et l'ancien chef de la CIA, James Schlessinger. A Londres, il eut des entretiens avec divers dirigeants conservateurs. En Angola même, cependant, la base de soutien à l'*UNITA* s'est réduite. Même dans ses anciens bastions, le *MPLA* a été en mesure d'ouvrir des locaux du parti dans les petits villages. Etant donnée la faiblesse de l'*UNITA*, les Sud-africains se voient de plus en plus forcés de faire eux-mêmes leur sale boulot. ■

Extrait de *Interncontinentale Press/ Inprecor* - 23 juin 1980

## *Afrique du Sud*

# Interviews de l'un des dirigeants de la grève de «Ford» et de Thomazile Botha

**Nous publions ici deux entretiens, l'un avec un travailleur noir de la *Ford Motor Company* à Port Elizabeth — un des principaux centres de production automobile en Afrique du Sud —, l'autre avec Thozamile Botha, travailleur de la *Ford* et dirigeant de *PEBCO* (*Port Elizabeth Black Civic Organisation*). A la fin de 1979 et au début de cette année, une grève très dure s'est déroulée dans l'usine *Ford*. Plusieurs milliers de travailleurs s'engagèrent dans la lutte. *PEBCO* s'affirma comme l'organisation dirigeant le mouvement. Les travailleurs avancèrent non seulement des revendications salariales (plus de 80 % des travailleurs noirs ont des salaires qui se situent en dessous de la limite de la pauvreté), mais aussi des revendications démocratiques visant l'ensemble de l'édifice du régime raciste. La lutte démarra à la suite du licenciement de Botha, accusé d'avoir des activités politiques. La police réprima violemment les grévistes et la répression s'abattit sur Botha. Cette grève annonçait le mouvement de luttes qui éclata en juin 1980 dans l'industrie automobile en Afrique du Sud et auquel plus de 10000 travailleurs ont participé (*Inprecor* numéro 80 - 26 juin). Les entreprises *Volkswagen South Africa, Ford, General Motor* et *Goodyear Tyre* furent touchées. L'augmentation des salaires minimum (74 % à *Ford* et *GM*) était à la base des revendications. A nouveau, la police s'attaqua avec violence aux grévistes. Début juillet, 800 conducteurs de bus — qui assurent le transport quotidien de dizaines de milliers de travailleurs de Soweto à Johannesburg — ont engagés une lutte sur des revendications salariales. Ils ont imposé leur propre comité d'action, en opposition au Comité de liaison officiel imposé par la législation du travail pour engager les négociations.**

**Question : Comment a débuté la grève dans l'usine *Ford* ?**

**Réponse :** *Nous avions plusieurs sujets de mécontentement. Nous voulions obtenir des salaires égaux pour un travail égal. Nous voulions qu'un contremaître noir qui avait été déplacé soit réintégré à son poste. Nous voulions aussi que les travailleurs qui quittent l'entreprise reçoivent la prime annuelle. A* Ford, *le calcul de la prime annuelle est effectué du 1er juillet au 31 juin de l'année suivante. Lorsqu'un travailleur quitte l'entreprise — qu'il soit licencié ou qu'il parte de son plein gré — il perd ses droits à la prime annuelle.*

*Nous avons donné à la direction de* Ford *un délai de sept jours pour qu'elle examine nos revendications. La direction de* Ford *ne nous a accordé que la revendication sur la prime annuelle. Au bout de ces sept jours, nous avons cessé le travail. Nous nous sommes assis sur la pelouse en attendant que la direction vienne nous informer si elle acceptait ou non les autres revendication. Elle est restée muette.*

*Nous avons envoyé les membres du Comité de liaison rencontrer la direction. A leur retour, ils ont commencé à nous parler, mais l'un des directeurs est arrivé, a pris le mégaphone et déclaré que cette réunion était illégale et que nous devions soit quitter l'usine, soit reprendre le travail. Alors nous avons répliqué en demandant à être payé sur le champ.*

*Ils ont refusé. Ils sont revenus nous dire que la police était aux portes de l'usine et que, si nous ne partions pas immédiatement, nous serions tous arrêtés. Nous*

*avons refusé l'ultimatum. Cinq minutes plus tard, dix-sept cars de police et quatre fourgons sont arrivés et la police a chargé.*

*Le directeur, M. Church, est venu encore une fois nous dire que c'était notre dernière chance et que, si nous ne quittions pas immédiatement l'usine, il demanderait à la police de nous arrêter.*

*J'ai alors dit aux travailleurs qu'il fallait soit quitter les lieux, soit reprendre le travail. Je savais que des arrestations les démoraliseraient. Alors nous sommes tous sortis de l'usine. Lors de la réunion, le lendemain, nous avons décidé de ne pas reprendre le travail tant que* Ford *n'aurait pas satisfait nos revendications.*

**Q. : Aujourd'hui, à quel titre es-tu lié à la grève de *Ford* ?**

R. : *Une des causes de la grève, c'était qu'on m'avait obligé à démissionner. Juste après ma démission, les travailleurs se sont solidarisés en arrêtant le travail. Ils ont demandé ma réintégration et je leur ai expliqué pourquoi* Ford *m'avait fait démissionner.*

*Pendant la seconde grève, j'étais naturellement concerné, car j'étais un des dirigeants du Comité de solidarité (extérieur à l'usine). Malheureusement, l'organisation qui aurait dû représenter les travailleurs — le syndicat — n'est pas venu. Alors* PEBCO *a dû, à elle seule, assurer le soutien.*

**Q. : Quelle attitude avez-vous adoptée vis-à-vis des «dissidents», c'est-à-dire de ceux qui ont repris le travail bien que les revendications n'aient pas été satisfaites ?**

R. : *Notre attitude envers ces travailleurs, c'est de leur demander de se joindre à nous. Nous n'essayons absolument pas de les y contraindre, mais nous leur demandons de ne pas se désolidariser, de se joindre à nous jusqu'à la fin de la grève parce que les revendications n'ont pas été satisfaites.*

**Q. : Y-a-t-il eu des négociations et qu'en est-il résulté ?**

R. : *Les travailleurs étaient prêts à négocier, mais* Ford *a refusé de négocier avec nous. La direction a déclaré qu'elle ne négocierait qu'avec le syndicat. En fait, il y a eu des négociations avec le syndicat et* Ford *a déclaré que les travailleurs seraient réembauchés et non réintégrés comme ils le demandaient.*

**Q. : Le syndicat a donc négocié avec *Ford* ?**

R. : *Le syndicat s'est, en effet, débrouillé pour négocier la réintégration, mais* Ford *a refusé. Ils ont été intransigeants sur ce point, il s'agissait d'une réembauche. Ils ont ensuite déclaré que peu leur importait si certains travailleurs ne reprenaient pas le travail, car il y avait suffisamment de chômeurs.*

**Q. : Comment allez-vous riposter face à cette attitude de *Ford* ?**

R. : *Bon, une façon de faire pression sur* Ford, *c'est le boycottage des différentes usines* Ford *au niveau national et international. Pour réussir, il faut que les syndicats se mobilisent et soutiennent la grève. Nous devons également obtenir le soutien d'autres secteurs pour qu'ils fassent pression et que* Ford *réintégre tous les travailleurs.*

**Q. : Pouvez-vous expliquer les objectifs que vous poursuivez ?**

R. : *Nous ne luttons pas seulement pour le présent. Cette grève n'est pas seulement dirigée contre* Ford. *Elle soulève le problème général de la condition des Noirs dans la République sud-africaine. Les problèmes des travailleurs de* Ford *sont les mêmes que ceux que rencontrent les travailleurs des autres secteurs. Donc, à* Ford, *ce n'est pas seulement pour les travailleurs de* Ford *que nous luttons, mais pour l'ensemble du peuple sud-africain.*

*La grève de* Ford *représente une contribution à la lutte de libération des travailleurs noirs en Afrique du Sud.*

**Q. : Y-a-t-il déjà eu une grève à l'usine *Ford* ?**

R. : *Pas à ma connaissance. Je n'ai pas entendu parler d'autres grèves à* Ford. *Je pense que* Ford *est une des entreprises les plus habiles à maintenir de «bonnes relations avec les travailleurs. Ils ont un système de formation. Les Noirs obtiennent des promotions, même à des postes de direction. Mais, malgré tout cela, une grève a éclaté à* Ford. *Voilà la preuve que les avantages accordés sont insuffisants.*

*Les problèmes des ouvriers de* Ford *ne se limitent pas aux ateliers. Un ouvrier est un ouvrier aussi bien dans l'usine qu'à l'extérieur de l'usine. Par exemple,* Ford *a construit des logements pour «ses» travailleurs. Ce sont les pires de toute la ville, pour 85 R (1) par mois, il n'y a ni eau ni électricité. Comment* Ford *s'imagine-t-il que les travailleurs peuvent s'en tirer quand ils gagnent à peu près 40 R par semaine ou moins ?*

**Q. : Il y a-t-il quelque chose que vous voudriez ajouter ?**

R. : *La seule chose que je peux ajouter, à un niveau général, c'est que pour éviter d'autres grèves, les patrons devraient se rendre compte que les Noirs sont des êtres humains et qu'ils ont, comme tout être humain, le droit de profiter des richesses du pays.*

*Il y a si longtemps que les Noirs ont vendu leur force de travail aux Blancs selon les conditions imposées par les Blancs. Mais les Noirs s'impatientent. Ils prennent conscience qu'ils détiennent une force et que, s'ils refusent de l'utiliser, l'économie du pays s'effondrera. Voilà où réside notre force : notre force, c'est notre nombre et nous pouvons utiliser efficacement cette force.*

*Le temps viendra où ils n'auront plus le choix et ne pourront plus dire aux Africains en grève :* «Bon, vous ne voulez pas travailler, nous allons demander à vos cousins de s'embaucher.»

*Les Métis sont aussi des «Noirs», ils devront bien s'en rendre compte. Les Hindous sont des «Noirs» et sont également opprimés. Une fois que tous auront pris conscience qu'on les exploite, qu'on les utilise contre les Noirs, l'industrie en souffrira parce que les Noirs ne peuvent accepter d'être utilisés contre les Noirs.*

*Les patrons doivent accepter les syndicats dans les entreprises, des syndicats indépendants, sans loi du gouvernement pour restreindre leurs activités, comme, par exemple, pour leur interdire toute activité «politique».*

*Il est impossible qu'un syndicat — un syndicat représentatif, un syndicat qui réponde aux aspirations des Noirs — ne fasse pas de politique parce que l'existence même des Noirs dans les usines est un problème politique. Il est impossible de séparer les problèmes politiques du reste de la vie.*

*Tant qu'existera la discrimination raciale, la République connaîtra des grèves. Tant que les Noirs seront traités comme des esclaves dans ce pays, il y aura des grèves.* ■

---

(1) Un rand - R - égal 1.24 US dollar, soit environ 5,50 FF.

## ENTRETIEN AVEC THOMAZILE BOTHA

**Question : Peux-tu nous parler de ton évolution et de ton expérience politique ?**

**Réponse :** *Je suis né en 1948 à Port Elizabeth. En 1975 et 1976, j'étais à l'université de Fort Hare, mais je n'ai pas pu terminer mes études. J'ai quitté l'université pendant la grève de 1976 et je n'ai pas pu y retourner pour des raisons financières.*

*Face à cela, n'en pouvant plus, j'ai senti qu'il fallait faire quelque chose. Il fallait créer une organisation qui réponde aux aspirations du peuple et qui reprenne exactement toutes les revendications du peuple, qui s'oppose aux structures que nous impose le gouvernement sans nous consulter.*

*Ce qui a déterminé mon évolution politique, c'est en fait les conditions de vie des Noirs. Je ne pense pas avoir eu de motivation plus importante que d'avoir vu comment les Noirs étaient traités dans ce pays. De plus, nos soi-disants dirigeants nous obligeaient à accepter cette situation.*

*J'ai compris que les Noirs se voyaient refuser le «droit de naissance» dans ce pays et étaient déportés vers de soi-disantes «patries». On dit aux Noirs d'aller faire de la politique dans ces «patries».* (L'ancien ministre de la Justice, James T.) *Kruger, lui-même, a déclaré que d'ici cinq ans, il n'y aurait pas un citoyen noir en Afrique du Sud. C'est pour le moins choquant car cela voudrait dire que 88 % du pays serait pour les Blancs et seulement 12 % pour les Noirs. Toutes les régions désertiques sont destinées aux Noirs et toutes les régions fertiles, les villes sont réservées aux Blancs.*

*Si personne ne proteste contre cette situation, les Blancs ne comprendront pas que nous refusons.*

**Q. : As-tu appartenu auparavant à d'autres organisations ?**

R. : *Non, je n'ai jamais appartenu à aucune organisation politique, mais je me suis toujours intéressé à la politique.*

**Q. : Quand et comment s'est constituée *PEBCO* ?**

R. : PEBCO *a été créée en septembre 1979. Au début, c'était une organisation de Zwide. Il existait une Association des habitants de Zwide qui avait été constituée parce qu'on voulait faire payer l'eau aux habitants de Zwide. A cette époque, l'eau coûtait plus de 100 R tous les deux mois. Quand les habitants s'étaient installés on ne leur avait pas dit qu'ils devraient payer l'eau. Alors ils se sont révoltés et ont refusé ce genre de procédés.*

*Ils se sont réunis et ont élu un Comité d'action pour aller vérifier le compteur d'eau de Zwide. Ensuite, nous avons eu d'autres revendications face à la mauvaise qualité de la construction des logements et aux loyers trop élevés.*

*Nous avons alors décidé de constituer une organistion plus large qui regrouperait toutes les structures représentatives des aspirations du peuple car nous savions que les problèmes auxquels nous étions confrontés à Zwide n'étaient pas spécifiques à Zwide. Ces problèmes étaient ceux de tous les Noirs de cette région et que donc il fallait que tous participent.*

*Nous avons fait une réunion à Centenary Hall où a été élu un Comité directeur. Nous avons établi une plate forme et deux semaines plus tard,* PEBCO *était créée à la fin septembre.*

**Q. : Au moment de sa création, est-ce-que *PEBCO* pensait s'occuper des problèmes dans les usines ?**

R. : *A la création de* PEBCO, *nous pensions qu'elle devrait s'occuper de tous les problèmes des Noirs qui vivaient dans les villes, que ce soit des problèmes dans leur travail ou au niveau de leurs droits civiques. En fait, les problèmes rencontrés par les Noirs font un tout ; ce sont des problèmes économiques. Les Noirs sont expulsés de leurs logements parce qu'ils ne peuvent pas payer leurs loyers ce qui est directement lié à la question du travail.*

**Q. : Il y a-t-il des liens entre *PEBCO* et les syndicats du Cap oriental ? Si oui, avec quels syndicats et peux-tu nous expliquer quel type de liens.**

R. : PEBCO *est en relation avec l'*United Automobile Rubber and Allied Workers' Union — *Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile, du caoutchouc et assimilés — qui s'occupe de la grève de* Ford. *Mais les relations sont mauvaises car ce syndicat refuse de poser les problèmes sur le plan politique.*

**Q. : Est-ce-que *PEBCO* pense mettre en place des commissions ouvrières sur les problèmes qui se posent dans les usines ?**

R. : *C'est là le problème. Si nous pouvions avoir un syndicat représentatif — autrement dit, si l'*Allied Workers' Union *pouvait être un syndicat représentatif — alors nous lui apporterions notre soutien et nous le renforcerions. Sinon nous serons obligés de créer un autre syndicat qui soit réellement représentatif du peuple.*

**Q. : Comment vois-tu l'articulation entre les revendications de la communauté et celles des travailleurs ?**

R. : *Les revendications de la communauté sont directement liées à celles des travailleurs parce que, comme je l'ai déjà expliqué, si les travailleurs ont des difficultés à payer leurs loyers, c'est parce qu'ils sont mal payés. De plus, ils ne peuvent pas trouver de logement s'ils n'ont pas de travail, et s'ils perdent leur travail, ils perdent automatiquement leur logement.*

**Q. : Penses-tu que les syndicats devraient avoir une définition plus large de leurs préoccupations et de leurs activités ?**

R. : *Oui, bien sûr. En fait, le syndicat et la communauté toute entière devraient travailler main dans la main.*

**Q. : Est-ce que le terme «noir» dans *PEBCO* inclue les Hindous et les Métis ?**

R. : *Oui, c'est exactement cela.*

**Q. : Est- que *PEBCO* a des contacts avec les organisations métisses, qu'elles soient officielles ou non, et avec les Comités de gestion de Port Elizabeth ?**

R. : *Nous avons des contacts avec tous ceux qui agissent en dehors des institutions gouvernementales. Par contre, nous ne pouvons avoir aucune relation avec des structures ou des organisations qui se placent dans le cadre du système. Nous avons de bonnes relations avec, par exemple, l'*Indian Ratepayers Association — *Association des contribuables indiens — de Molapo qui va bientôt se constituer en comité de* PEBCO.

**Q. : Peux-tu expliquer la position de *PEBCO* sur le refus de négocier ?**

R. : *Le Conseil de la communauté n'a jamais été élu par le peuple. Il lui a été imposé. Le peuple refuse ces procédés. Nous ne pouvons donc pas négocier avec un organisme sans représentativité comme le Conseil de la communauté ou l'administration Bantu (2). Ce sont des obstacles et des organismes qui nous exploitent.*

*Donc, notre objectif est d'obliger les autorités locales et le gouvernement à reconnaître les Noirs. Nous voulons une représentation directe. Nous voulons un conseil municipal à Port Elizabeth. S'il faut un maire pour Port Elizabeth, nous élirons un maire. Nous sommes le peuple de Port Elizabeth que nous soyons noirs, verts ou jaunes.*

**Q. : Combien y-a-t-il de membres à *PEBCO* ?**

R. : *Plus de 3000 membres sont officiellement inscrits. De plus,* PEBCO *a une grande influence. Notre objectif est d'avoir 10000 membres.*

**Q. : Quelle est l'attitude des chômeurs vis-à-vis de *PEBCO* ?**

R. : *Ils sont généralement favorables. En fait, la majorité d'entre eux nous soutient.*

**Q. : Quelle est la position de *PEBCO* vis-à-vis d'organisations ou de structures comme *Inkatha* (3) ?**

R. : *La position est que nous ne reconnaissons pas* Inkatha *pour une seule raison :* Inkatha *se place dans le cadre fixé par le système. Le dirigeant d'*Inkatha *est un habitant d'une de nos soi-disantes «patries» et que de telles structures représentent un danger pour la communauté. On ne peut pas accepter ces «patries» ou l'idée d'un «développement séparé» tout en les critiquant. Je ne pense pas qu'on puisse obtenir quoi que ce soit dans ce cadre.*

**Q. : Et que penses-tu des partis politiques du Bantustan ?**

R. : *Nous ne reconnaissons pas ces «patries», nous ne pouvons donc pas reconnaître leurs partis politiques.*

**Q. : Et le *Coloured Labour Party* — Parti travailliste des gens de couleurs — et son programme (4) ?**

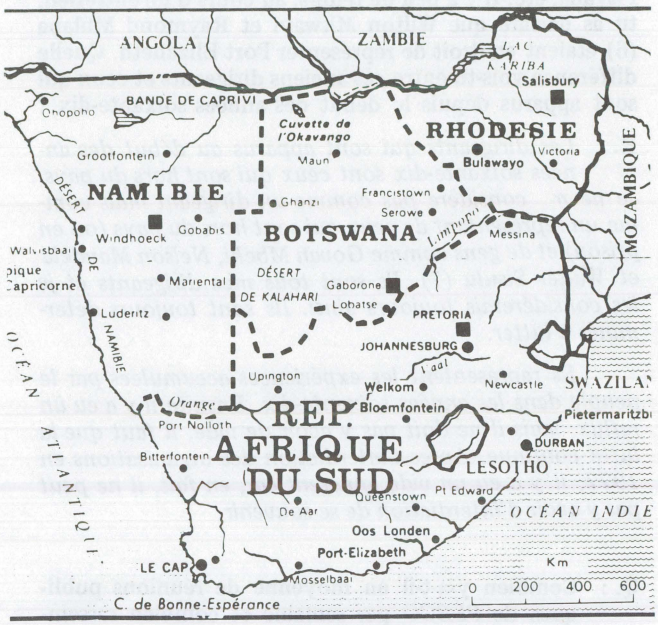
R. : *Tant qu'ils se placeront dans le cadre du système, nous ne pourrons pas les reconnaître. Nous ne reconnaissons aucun parti, aucune personnalité, aucun programme qui se place dans le cadre du système.*

**Q. : Es-tu permanent ou dirigeant d'*Azanian People's Organisation* — Organisation du peuple azanian (5) ?**

R. : *Je suis sympathisant et non membre de cette organisation.*

**Q. : Est-ce-que *PEBCO* travaille avec ou est soutenu par des organisations comme le *Port Elizabeth Students Representative Council* — Conseil des étudiants de Port Elizabeth—, *Congress of South African Students* — Congrès des étudiants sud-africains — ou l'*Azanian Students Organisation* — Organisation des étudiants azanians ?**

R. : *Bien sûr. Un des objectifs de* PEBCO *est de coordonner toutes les organisations qui existent, qu'elles soient de jeunesse ou d'adultes. Toutes les organisations représentatives des aspirations des Noirs doivent travailler ensemble.*




---

(2) Le Conseil de la communauté Bantu est un organisme fantoche, soi-disant consultatif, lié au Premier ministre Botha. Il est composé de quelques notabilités noires et est censé «représenter» la communauté noire en «zone blanche». Cet organisme «justifierait», aux yeux du régime, que les Noirs ont «leurs représentants» et n'ont pas besoin de députés !

(3) Inkatha YeNkululeko YeSizwe (Mouvement national de libération culturelle) est une organisation zoulou, dirigée par le chef Gatsha Buthelezi, ministre en chef du ZwaZulu Bantustan.

(4) Jusqu'à sa dissolution en mars 1980, le CRC («Coloured People's Representative Council» — Conseil représentatif des gens de couleur) était la principale organisation qu'utilisait le gouvernement pour tenter de s'assurer la collaboration d'un secteur de la population de couleur. Le «Labour Party» (Parti travailliste) était la plus important composante du CRC.

(5) Une partie du mouvement noir emploie le mot Azanie au lieu d'Afrique du Sud, donnant ainsi à ce pays un nom en rapport avec l'histoire des peuples noirs.

**Q. : Tu es apparu assez soudainement comme un dirigeant reconnu du Cap oriental. La plupart de ceux qui t'ont précédé, au début des années soixante, étaient de jeunes étudiants venus de la *South African Students Organisation* — Organisation des étudiants sud-africains — et du *Black People Convention* — Convention du peuple noir —, comme Steve Biko, Mapetla Mohapi, Barney Pityana, etc. Il y a peu de temps, au cours d'un entretien, tu as déclaré que Wilton Mkwayi et Raymond Mhlaba (6) étaient en droit de représenter Port Elizabeth. Quelle différence vois-tu entre ces anciens dirigeants et ceux qui sont apparus depuis le début des années soixante-dix ?**

R. : *Les dirigeants qui sont apparus au début des années soixante-dix sont ceux qui sont hors du pays. Je ne considère pas comme un dirigeant mais comme un représentant de ceux qui sont hors du pays (ou en prison) et de gens comme Govan Mbeki, Nelson Mandela et Walter Sisulu (7). Ils sont tous mes dirigeants et je les considérerais toujours ainsi. Ils sont toujours déterminés à lutter.*

*Ils représentent les expériences accumulées par le peuple dans les années soixante-dix. Ensuite il y a eu un reflux, mais il ne doit pas y avoir de vide, il faut que la lutte continue. Après l'interdiction des organisations en 1977, il y a eu un vide apparent car, en fait, il ne peut pas y avoir d'interdiction de se souvenir.*

**Q. : Combien y-a-t-il en moyenne de réunions publiques de *PEBCO* par semaine et combien rassemblent-elles environ de personnes ?**

R. : *Il y a bien sûr des rassemblements importants, jusqu'à 10000 personnes, en particulier dans nos meetings de New Brighton. Nous tenons deux meetings par mois.*

**Q. : Comment fonctionne *PEBCO* du point de vue de la démocratie ? Comment sont choisis les dirigeants et prises les décisions ?**

R. : *Nous essayons d'avoir le fonctionnement le plus démocratique possible. Les dirigeants sont élus par tous les membres.* PEBCO *a des comités dans tous les régions : Brighton, Kwazakhele, Walmer, Thembalethu, Zwide. Pour l'élection des représentants de* PEBCO, *chaque comité envoie quatre délégués et cette assemblée élit un secrétaire permanent et un président.*

**Q. : La région de Port Elizabeth est celle qui a connu les luttes les plus dures et les plus longues de toute l'Afrique du Sud. Là les conflits ont été plus importants et plus longs qu'ailleurs. Par exemple, après le soulèvement de Soweto en juin 1976, les mouvements de révolte au Cap oriental ont continué pendant une longue période et à grande échelle. D'où vient, selon toi, cette tradition de résistance au Cap oriental ?**

R. : *Je pense que l'unité est plus solide au Cap oriental qu'au Transvaal. Je pense que nous le devons à des gens comme Govan Mbeki qui ont participé à ces luttes. C'est toute une tradition.*

*La compréhension est de plus facilitée par l'existence d'un seul groupe etnique, d'une seule langue (8). C'est au moins plus facile pour les gens de se comprendre.*

**Q. : De quel secteur sont généralement issus les dirigeants de *PEBCO* : sont-ils des ouvriers, des enseignants, des commercants, des étudiants ou autres ?**

R. : *Ce sont des ouvriers. Nous avons aussi le soutien de commercants, d'hommes d'église, d'avocats et bien sûr de beaucoup d'étudiants.*

Thomazile BOTHA

**Q. : Il y a-t-il autre chose que tu voudrais ajouter ?**

R. : *Je dirais seulement que l'objectif de* PEBCO *est de constituer une organisation plus large. Tout d'abord* PEBCO *va créer au Cap oriental une structure qui regroupera toutes les organisations, tout le peuple du Cap oriental. Ensuite, nous voulons constituer une organisation nationale de défense des droits civiques.*

**Q. : Avez-vous des comités dans des régions comme Grahamstown, Queenstown et dans les autres régions noires ?**

R. : *Nous avons déjà un comité directeur à Grahamstown, un groupe très solide à Uitenhage, un comité directeur à Graaff-Reiner et à Queenstown.*

**Q. : Qu'en est-il de la ville du Cap, de Durban et des autres régions ?**

R. : *Nous n'existons pas dans la ville du Cap, mais nous espérons y créer un comité. Nous n'existons pas non plus à Durban parce que cette région est infestée par* Inkatha. *Nous avons des contacts avec des habitants d'East London qui pensent constituer un groupe de défense des droits civiques.*

*Donc quand nous constituerons l'organisation du Cap oriental, nous créerons des comités dans toutes ces villes. Nous serons une organisation démocratique de tous les peuples du Cap oriental. Alors nous pourrons constituer une organisation nationale.* ■

---

(6) Tous les trois étaient des dirigeants de l'ANC («African National Congress» — Congrès national africain), aujourd'hui interdit. Ils sont actuellement condamnés à la prison à vie et détenus dans l'ile de Robben.

(7) Mandela et Sisulu sont également des dirigeants de l'ANC emprisonnés à vie dans l'ile de Robben.

(8) A Port Elizabeth et dans le reste du Cap oriental la langue africaine dominante est le «xhosa».